

<div> DEPARTEMENT DE LA MAYENNE </div>	<div> VILLE de M A Y E N N E </div>	
<div> ARRONDISSEMENT DE MAYENNE </div>	<div> EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL </div>	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; Mme COLLET, M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

-----

1 – Rapport d’orientations budgétaires 2025

M. TALOIS expose :

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur comme prévu à l'article L 2121-8 du CGCT.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a créé, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Ces nouvelles dispositions imposent de présenter à l'organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Pour les communes de + de 10 000 habitants, ce rapport doit également présenter la structure des effectifs.

La loi de programmation des finances publiques du 23 janvier 2018 contient également de nouvelles règles relatives au débat d'orientation budgétaire. Chaque collectivité présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin de financement annuel.


***Le Conseil Municipal prend acte du Conseil Municipal du Rapport d'Orientation Budgétaire 2025 présenté et qui a donné lieu à débat.***

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET





# Rapport d'Orientations Budgétaires 2025 -2027

---

Conseil Municipal du 13 Mars 2025

# Sommaire

1. Loi de Finance 2025

2. Le marché

## Analyse rétrospective 2020 - 2024

3. Evolution des niveaux d'épargne

4. Evolution de l'effet ciseaux

5. Capacité de désendettement

6. La dette de la commune

7. Le financement du PPI

8. Analyse des ratios

## Analyse prospective 2025 – 2027

9. Hypothèses actuelles prospective fonctionnement

10. Hypothèses actuelles prospective investissement

11. Plan Pluriannuel d'Investissements – présentation globale

12. Plan Pluriannuel d'Investissements – présentation détaillée

13. Focus sur les reste à réaliser 2024

14. Principales opérations d'investissements

## Financement du PPI

15. Estimation de l'enveloppe disponible

16. Réalisation de la totalité du PPI

17. Comparatifs

18. Opportunités

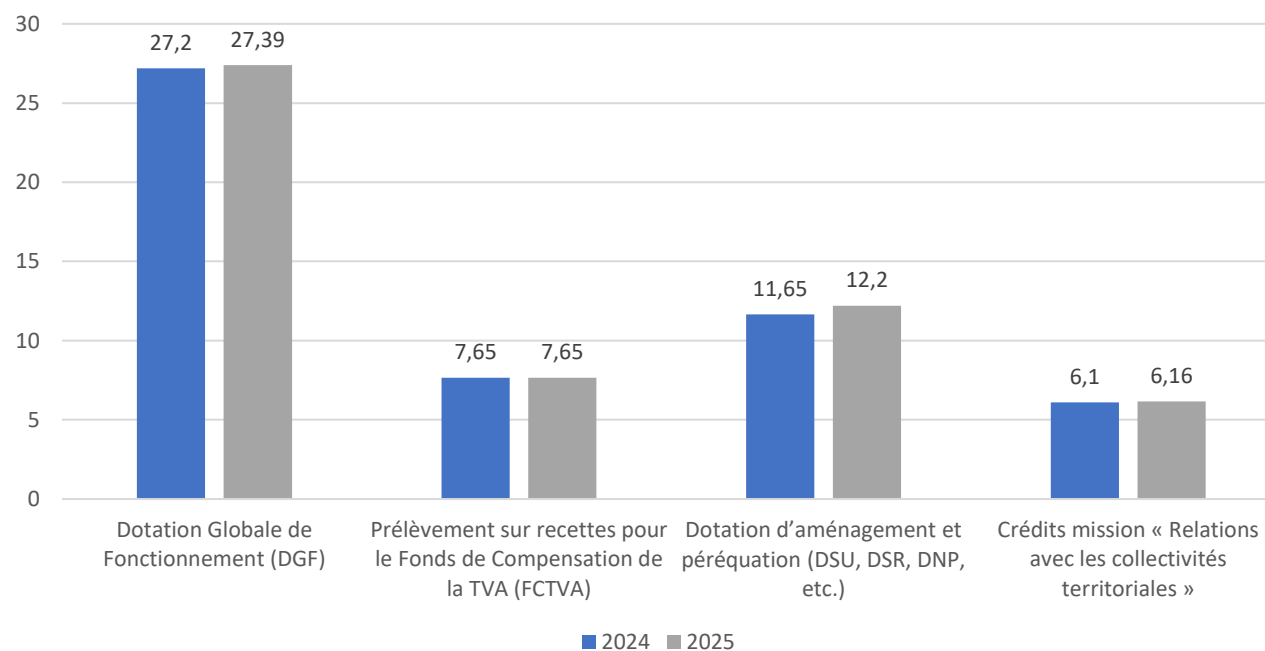
## BUDGET ANNEXES

# 1. Loi de Finance 2025

- ❖ **Contribution financière réduite** : Enveloppe réduite à 2,2 Md euros contre 5 Md dans le PLF
- ❖ **DMTO** : les départements pourront relever le plafond des DMTO de 4,5% à 5%
- ❖ **FCTVA** : : Maintien du taux et de l'assiette du fonds de compensation pour la TVA. Prise en charge des redevances versées aux sociétés publiques d'aménagement d'intérêt national et éligibilité aux investissements pour la construction, reconstruction, réhabilitation et rénovation des écoles élémentaires et maternelles publiques.
- ❖ **Fonds vert** : Rehaussement à 1,2 Md de l'enveloppe (mais en baisse par rapport à 2024 : 2,5Md)

# 1. Loi de Finance 2025

❖ **Dotations:** Augmentation de la DGF de 150 M€ vise à couvrir une part de l'accroissement de la péréquation de la DSU et DSR prévue à 290M€. Mais baisse de la DSIL de 150M€



# 1. Loi de Finance 2025

❖ **Remplacement du fonds de péréquation**: mise en place d'un dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales – DILICO- doté de 1Md d'euros. Ce mécanisme vise à atténuer les fluctuations des recettes fiscales des collectivités. Effort de 500Md€ réparti en deux enveloppes équitables entre communes et interco. Prélèvement opéré sur les douzièmes de fiscalité. **Seul le montant maximum est connu** : 2% des RRF (retraité du 013, des recettes exceptionnelles et du produit de la mise à disposition du personnel).

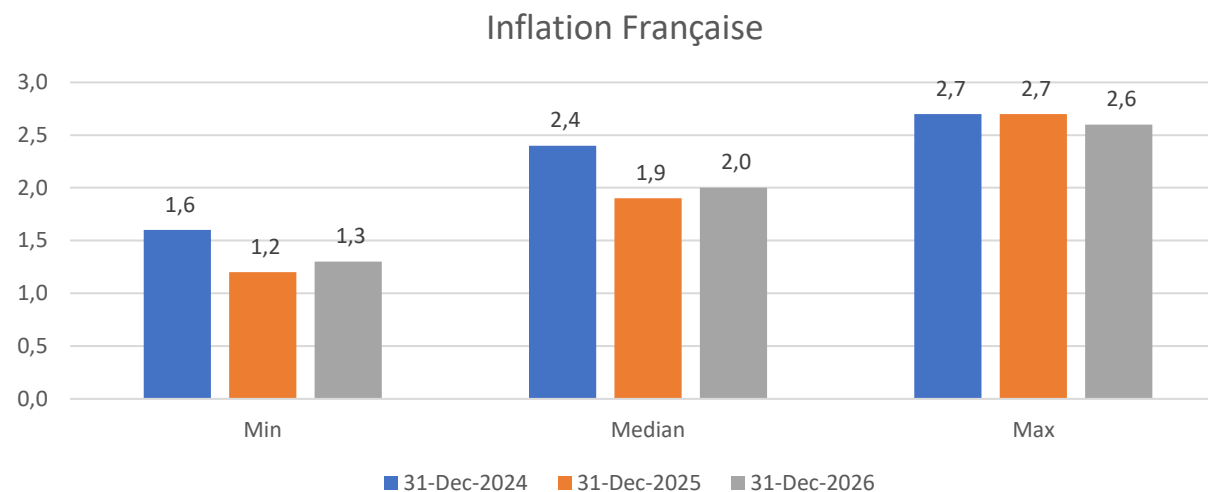
Sur 2024, les RRF retraitées de la ville représentent : 21 066K€ soit une contribution maximale de 421 K€

❖ **Baisse de la DCRTP** : baisse de 429M€ pour la DCRTP et 58M€ pour le FDPTP. La DCRTP recule de 21,6% pour les communes (52M€) et -16,8% pour les intercos (150M€), La baisse de la DCRTP est répartie entre les collectivités concernées, au prorata de leurs recettes réelles de fonctionnement.

❖ **Augmentation du taux de CNRACL** : de trois points par an jusqu'en 2028 : 34.65% en 2025, 37.65% en 2026, 40.65% en 2027 et 43.65% en 2028. Ce texte entre en vigueur immédiatement et s'applique aux cotisations de sécurité sociale dues au titre des périodes courant **à compter du 1er janvier 2025**.

Cette hausse du taux de cotisation représente un surcout de 160K€ sur 2025, 122 K€ sur 2026 et 149 K€ sur 2027

## 2. Le marché – inflation annuelle

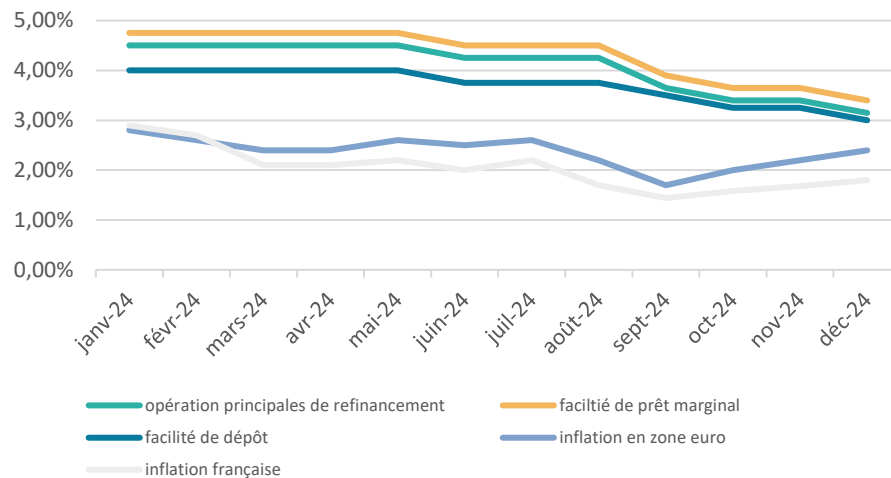


Consensus	2024	2025	2026
Effective Date	31-Dec-2024	31-Dec-2025	31-Dec-2026
Min	1,6	1,2	1,3
Median	2,4	1,9	2,0
Max	2,7	2,7	2,6
# Forecasts	37	37	16



## 2. Le marché – nouveaux financements

Taux directeurs et inflations

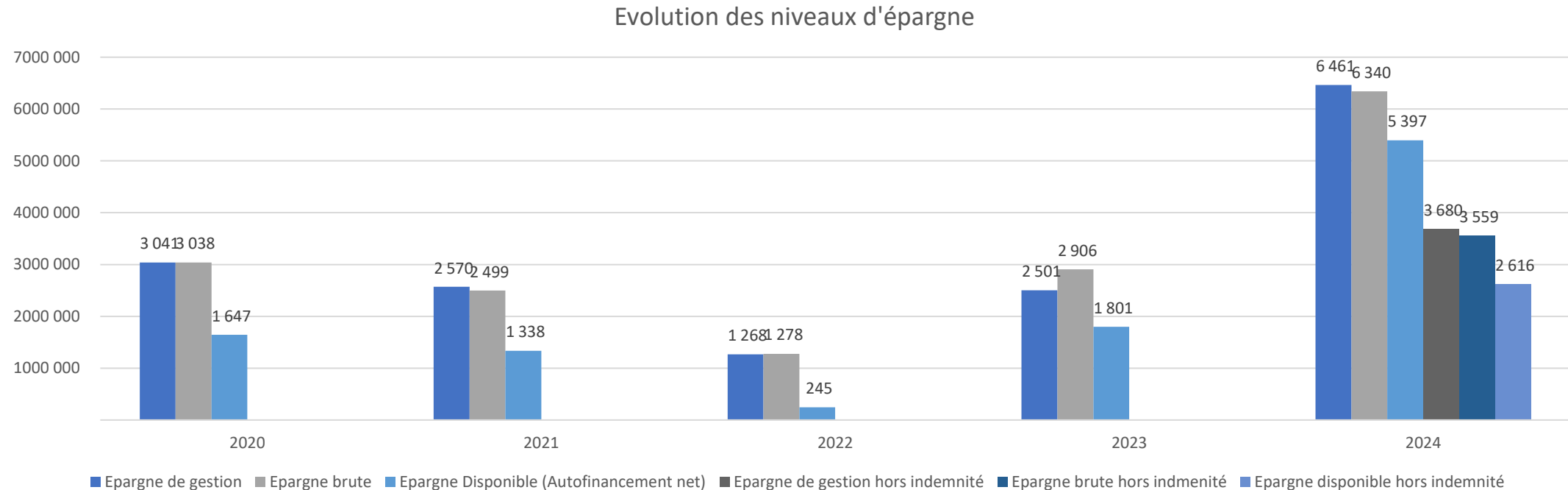


	31/12/2023	31/12/2024	Ecart
ESTER	3,882	2,905	-0,977
EURIBOR-1S	3,9	2,924	-0,976
EURIBOR01M	3,845	2,845	-1
EURIBOR03M	3,909	2,714	-1,195
EURIBOR06M	3,861	2,568	-1,293
EURIBOR12M	3,513	2,46	-1,053
CMS10	2,482	2,391	-0,091
OAT10	2,564	3,194	0,63

- Sur 2024, 4 baisses de taux de 25 pdb. Pour l'année 2025, la première est intervenue fin janvier et 96% du marché anticipe une seconde baisse à la réunion de mars
  - Hausse des marges bancaires sur le dernier trimestre 2024 ne permettant pas une détente totale du marché :
- |                | 2024 |      |      |      |
|----------------|------|------|------|------|
| Niveaux moyens | T1   | T2   | T3   | T4   |
| 15 ans         | 3,87 | 3,62 | 3,44 | 3,48 |
| 20 ans         | 3,77 | 3,77 | 3,44 | 3,51 |
- Décembre 2024 : dégradation de la notation financière des établissements bancaires français : maintient ou hausse des marges sur 2025 pour compenser la hausse des coûts de financements

# **ANALYSE RETROSPECTIVE 2020 - 2024**

# 3 . Evolution des niveaux d'épargne



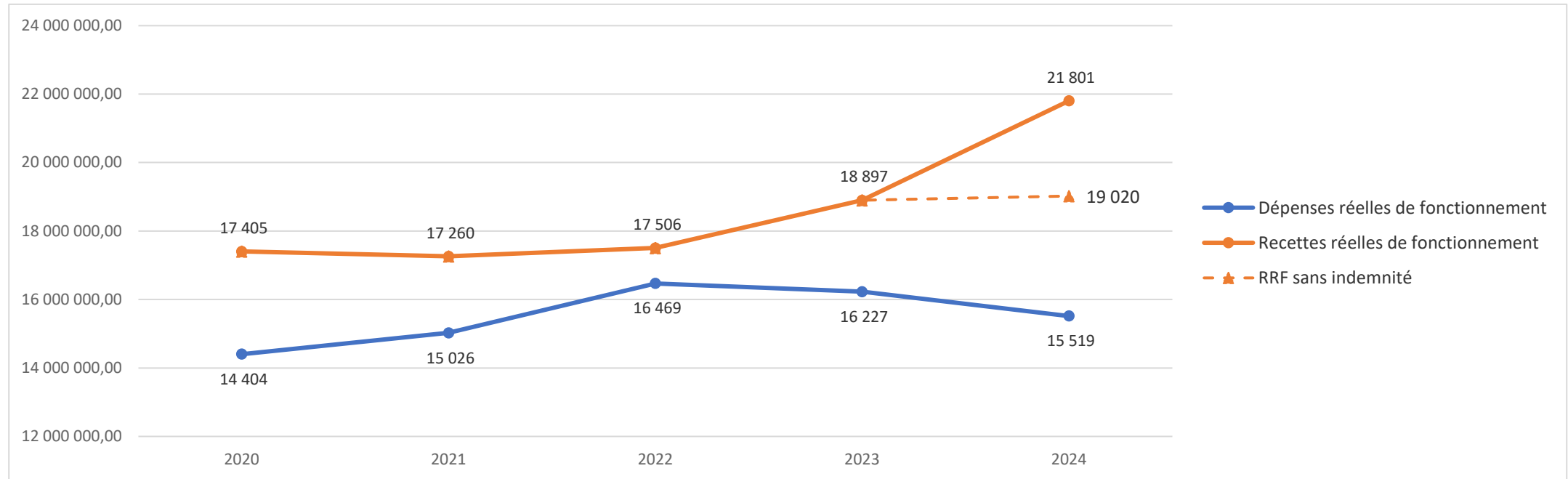
- Dégradation des niveaux d'épargnes sur la période 2020/2022 (contexte essentiellement COVID)
- Redressement de la situation depuis 2023
- Nette amélioration en 2024 portée par une **baisse des dépenses (-4%)**, une hausse des recettes (+16% avec les indemnités d'assurance et 0,8% sans les indemnités) essentiellement liée au versement du solde de l'indemnité d'assurance à hauteur de 2,78M€ : l'épargne de gestion est multipliée par 2,4
- Sans cette indemnité, l'épargne nette progresse tout de même de **815K€**. Les efforts menés sur la maîtrise des charges à caractère général doivent être maintenus.

# 3 . Evolution des niveaux d'épargne

	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement courant	17 198	17 169	17 341	18 336	21 798
Dépenses de fonctionnement courant	14 157	14 600	16 074	15 835	15 336
<b>Epargne de gestion</b>	<b>3 041</b>	<b>2 570</b>	<b>1 268</b>	<b>2 501</b>	<b>6 461</b>
Résultats financiers	- 192	- 147	- 139	- 142	- 124
Résultats exceptionnels	190	76	150	546	2
<b>Epargne brute</b>	<b>3 038</b>	<b>2 499</b>	<b>1 278</b>	<b>2 906</b>	<b>6 340</b>
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	1 392	1 161	1 034	1 105	943
<b>Epargne Disponible (Autofinancement net)</b>	<b>1 647</b>	<b>1 338</b>	<b>245</b>	<b>1 801</b>	<b>5 397</b>
Taux d'épargne brute : épargne brute / RRF	17,5%	14,5%	7,3%	15,4%	29,1%
Taux d'épargne net : épargne nette / RRF	9,5%	7,8%	1,4%	9,5%	24,8%
Dette au 31 12	6 602	5 437	5 249	4 205	3 263
Capacité de désendettement	2,2	2,2	4,1	1,4	0,5

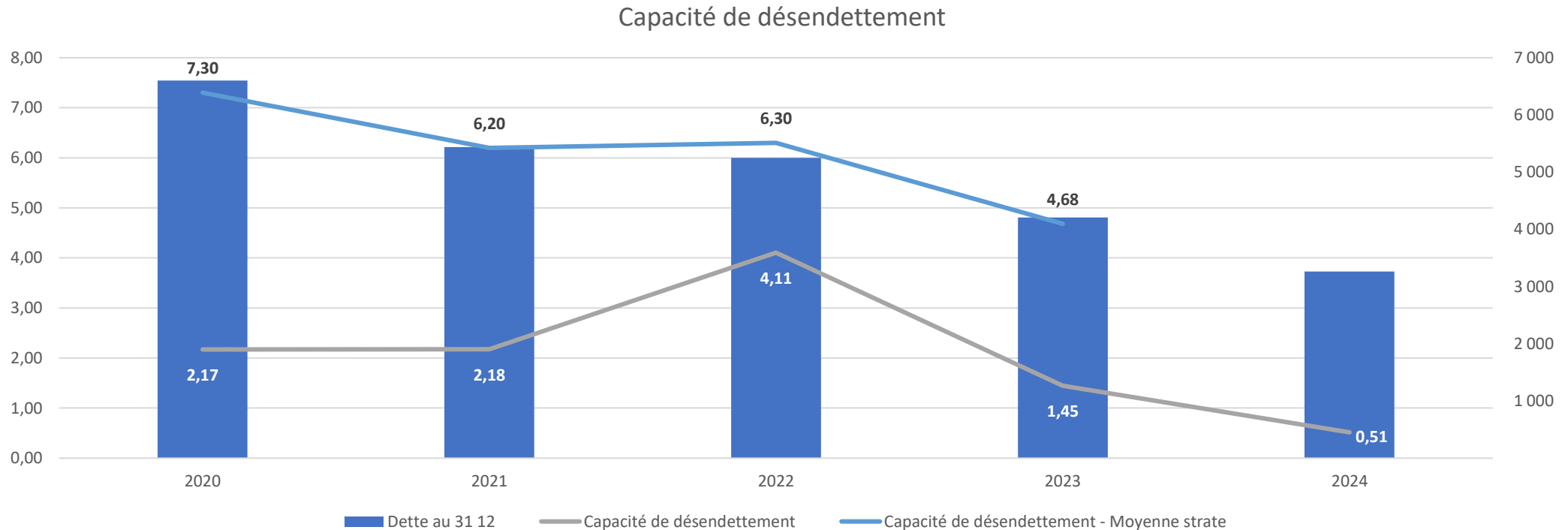
- Depuis 2022, la ville maîtrise ses dépenses (baisse de plus de **10% des charges à caractère général** entre 2023 et 2024). La hausse des recettes notamment fiscales permet d'augmenter l'autofinancement
- La ville a été peu exposée à la hausse des index de marchés, elle bénéficiait de prêts à taux figés (fixes + LA) jusqu'en janvier 2025 concernant le Livret A - > impact limité sur les frais financiers

# 4 . Evolution de l'effet ciseaux



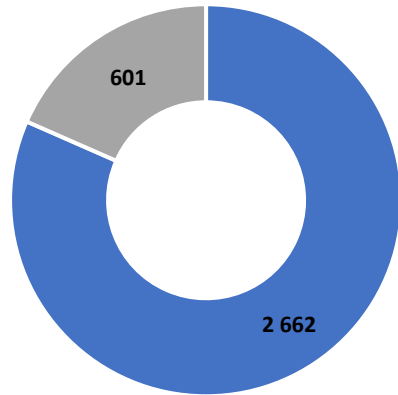
- ❖ Nette amélioration de la situation : hausse des recettes et baisse des dépenses sur 2024 malgré un contexte non favorable -> Efforts de recherches d'amélioration des postes (notamment économies)
  - Hausse des fluides
  - Hausse des frais de personnels avec la revalorisation des salaires (GVT et SMIC)
  - Hausse des taux d'intérêts
- ❖ Baisse des recettes fiscales
- ❖ L'amélioration constatée est essentiellement liée au reversement du solde de l'indemnité d'assurance à hauteur de 2,78M€

# 5 . Capacité de désendettement



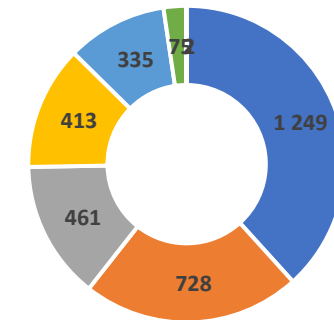
- La politique de désendettement menée et l'amélioration de l'épargne permettent d'afficher une capacité de désendettement inférieure à 1 an -> Un niveau très performant
- Ce dernier reste très inférieur au ratio seuil fixé à 12 ans par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 pour les communes. Point fort pour la collectivité permettant de faciliter l'accès à l'emprunt et à des conditions performantes.

# 6 . La dette de la commune



■ Fixe ■ Variable

	Fixe	Variable	Total
Encours	2 662	601	3 263
Pourcentage	81,6%	18,4%	100,0%
Durée de vie moyenne	4 ans	10 mois	3 ans, 10 mois
Nombre d'emprunts	10	8	18
Taux moyen*	3,05%	3,57%	3,14%
Taux actuariel*	3,12%	3,72%	3,23%



■ Crédit Mutuel ■ Banque des Territoires ■ Caisse d'Epargne  
■ DEXIA ■ Crédit Coopératif ■ Crédit Agricole  
■ CAF

- ❖ Au 31/12/2024, près de 87% de l'encours présente un taux fixe ou variable décorrélié du marché (livret A). Ainsi, la ville est peu exposée à une variation des conditions de marchés sur sa charge d'intérêts.
- ❖ Les différentes hausses de taux de la BCE ont conduit à la hausse des taux court terme dont l'euribor 3 mois utilisé dans les contrats à taux variables. La baisse des taux directeurs de 1% sur 2024 a conduit à une détente des euribor de près 1,2% portant le taux à un niveau proche de 2,5%.
- ❖ La ville travaille avec les partenaires principaux sur le marché des collectivités limitant ainsi la dépendance à un prêteur

# 6 . La dette de la commune

	2020	2021	2022	2023	2024
Dette au 31 12	6 602	5 437	5 249	4 205	3 263
<i>Remboursement de capital</i>	<i>1392</i>	<i>1 161</i>	<i>1034</i>	<i>1 105</i>	<i>943</i>
<i>Intérêts financiers</i>	<i>206</i>	<i>160</i>	<i>153</i>	<i>156</i>	<i>124</i>
Nouveaux emprunts			900		
Désendettement effectif	1392	1 161	134	1 105	943
Capacité de désendettement	2,2	2,2	4,1	1,4	0,5

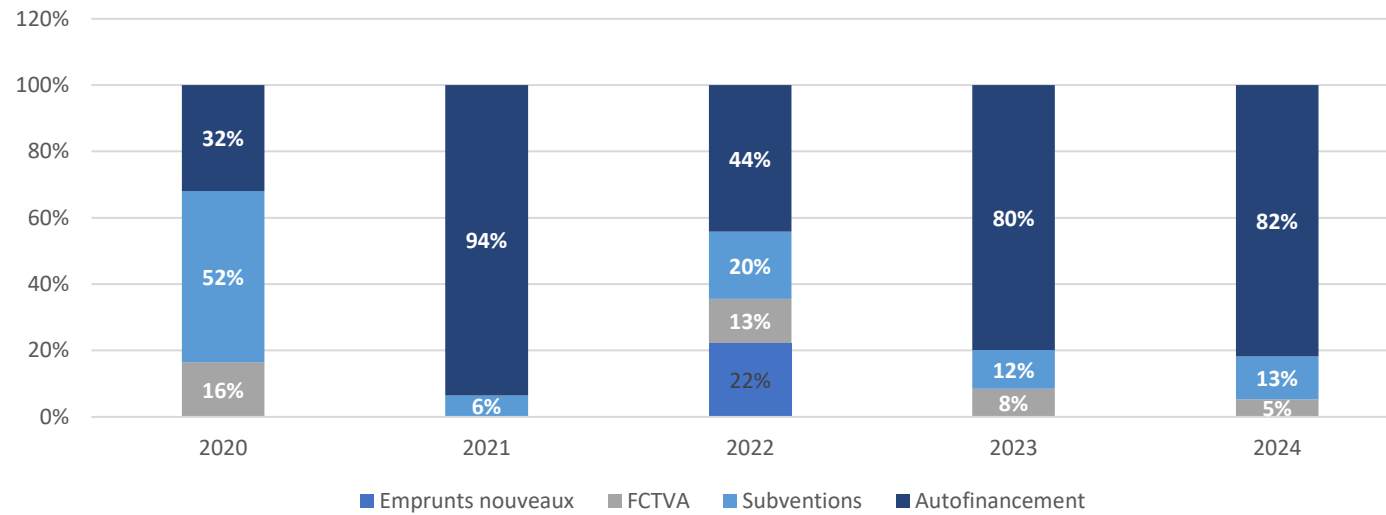
- ❖ Les anticipations de baisse de taux et la diminution de l'encours conduisent à une diminution mécanique de la charge financières sur les prochaines années.

Exer.	Encours début	Capital	Intérêts	Taux moyen	Taux actuariel	Annuité
2025	3 262 849,45	896 596,21	95 290,62	3,14	3,20	991 886,83
2026	2 366 253,24	620 643,50	64 741,86	2,62	3,06	685 385,36
2027	1 745 609,74	434 049,80	43 330,21	2,26	2,81	477 380,01



# 7 . Le financement du PPI

Le financement de l'investissement



	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
Dépenses réelles d'investissement	1 315	3 917	4 049	3 415	5 930	18 626
Emprunts nouveaux			900			900
FCTVA	217		540	288	314	1 359
Subventions	678	253	818	399	768	2 916
Autofinancement	420	3 664	1 790	2 727	4 849	13 451

❖ Sur la période, le PPI a été financé par 72% d'autofinancement, 16% de subventions, 7% de FCTVA et 5% d'emprunt

# 8 . Analyse des ratios

	Ratio national (2023)	2020	2021	2022	2023	2024
Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie par habitant	1 203	1 042	1 071	1 180	1 163	1 140
Produit des 3 taxes par habitant	661	488	457	473	521	546
Recettes réelles de fonctionnement par habitants	1 415	1 251	1 239	1 261	1 363	1 597
Dépenses d'équipement brut / population	364	78	277	254	171	378
Encours de dette par habitant	820	479	394	386	306	241
DGF par habitant	175	89	87	85	89	94
Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	59	57	56	56	55	58
<i>Ratio retraité (012-70848-013)</i>	59	54	54	53	52	58
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursements de dette /recettes réelles de fonctionnement	91	91	93	100	91	76
Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	26	6	22	20	13	24
Encours de dette / recettes réelles de fonctionnement	58	38	31	30	22	15

## Indicateurs clés :

- + Encours de dette/habitant bien en dessous de la moyenne,
- + Des RRF supérieurs à la strate (attention 2024 biaisé)
- + Un encours de dette qui représente 15% des recettes réelles de fonctionnement contre 58% pour la moyenne de la strate
- + Un désendettement fort depuis 2020
- + Dépenses d'équipement 2024 supérieures à la moyenne de la strate

Dépenses de personnel par habitant conforme à la strate

Des dépenses réelles de fonctionnement conformes à la moyenne de la strate,

- Une DGF en deçà de la moyenne de la strate (impact schéma mutualisation)

# ANALYSE PROSPECTIVE 2025 - 2027

# 9 . Hypothèses actuelles prospective fonctionnement

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027
Chapitre 011	9,3%	2,0%	2,0%
Chapitre 012	5,9%	2,6%	3,2%
Chapitre 014	2,9%	0,0%	0,0%
Chapitre 65	17,6%	1,0%	1,0%
Chapitre 66	8,3%	0,0%	0,0%
Chapitre 67	-37,5%	0,0%	0,0%
Chapitre 042	1 182K€	1 182K€	1 182K€

Eléments complémentaires :

- DILICO : non comptabilisé le montant n'a pu être estimé car après calcul de l'index synthétique pas de possibilité de connaître le montant. Seul le montant maximum a été établi à 421K€

- Charges à caractère général 2025 = 5 206 227 € sont demandés par les services et 4 984 678 € avaient été inscrits au BP 24.

Au regard du réalisé 2024 (4 390 803 €) et du contexte budgétaire incertain, un arbitrage politique à la baisse des inscriptions budgétaires 2025 sera opéré d'ici le vote du BP.

- Charges de personnel 2025 = 9 597 200 €

- ✓ 2025 à 2027 : objectif contenir la masse salariale à +3%/an.
- ✓ Taux CNRACL + 3 % et Taux URSSAF: + 1% au 1<sup>er</sup> janvier 2025: la hausse des taux représente un surcoût de : 160K€ sur 2025, 122 K€ sur 2026 et 149 K€ sur 2027

# 9 . Hypothèses actuelles prospective fonctionnement

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	2025	2026	2027
Chapitre 013	-5,1%	0,0%	0,0%
Chapitre 70	24,7%	0,0%	0,0%
Chapitre 73/731	1,6%	3,1%	0,6%
Chapitre 74	-2,3%	0,0%	0,0%
Chapitre 75	-75,7%	0,0%	0,0%
Chapitre 77	89,9%	-99,8%	0,0%
Chapitre 78	393,4%	0,0%	0,0%
Chapitre 042	373 K€	373 K€	373 K€

- ✓ **Chapitre 73 Impôts et taxes** : 11 904 891 € soit + 0,08 % par rapport au BP 2024
  - ✓ Dont Produit fiscal des 3 taxes à partir des bases prévisionnelles à + 1,7 %: 7 530 827 € soit + 1,99 % par rapport au BP 2024
- ✓ **Chapitre 75 Autres produits de gestion courante**: 988 883 € soit – 76% par rapport au réalisé 2024 (4 159 881 €). Ce décalage s'explique par la diminution des indemnités d'assurance restant à percevoir en 2025 au regard du réalisé 2024.

# 10 . Hypothèses actuelles prospective investissement (Hors PPI)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2025	2026	2027
Chapitre 16	-4,5%	-30,6%	-30,4%
Chapitre 040	373 K€	373 K€	373 K€

RECETTES D'INVESTISSEMENT	2025	2026	2027
Chapitre 040	1 182K€	1 182K€	1 182K€
Chapitre 10	5 243K€	682 K€	20K€
Chapitre 13	1 509K€		
Chapitre 16	0%	0%	0%
Chapitre 27	-	-	-

Eléments complémentaires :

FCTVA 2025 : 10% des dépenses d'investissement 2024

RAR 2024 :

- Dépenses : 3 627 K€
- Recettes : 1 509 K€
- Besoin résiduel : 2 118 K€

# 11 . PLAN PLURIANNUEL d'INVESTISSEMENT

## Présentation globale

0 - PPI Fevrier 2025

	2025	2026	2027
ADMINISTRATION GENERALE			1 892 045,00
	Invest. 878 804,00	Invest. 638 241,00	Invest. 375 000,00
AMENAGEMENT	300 000,00		
	Invest. 300 000,00		
	Sub. 114 926,00		
DELTA ATERRISSAGE	377 388,00		
	Invest. 377 388,00		
PATRIMOINE BATI		6 301 916,00	
	Invest. 4 801 309,00	Invest. 1 500 607,00	
	Sub. 1 325 000,00	Sub. 368 269,00	
	3 627 674,95		
	Invest. 3 627 674,95		
	Sub. 1 508 743,58		
	Emp. 125,00		
RAR2024			
STRATEGIE URBAINE		5 364 109,00	
	Invest. 2 127 500,00	Invest. 3 236 609,00	
VERSEMENT MAYENNE CO	0,01		
	Invest. 0,01		
	Sub. 1 070 915,00		
Investissement	12 112 675,96	5 375 457,00	375 000,00
Subvention	4 019 584,58	368 269,00	0,00

# 12 . PLAN PLURIANNUEL d'INVESTISSEMENT

## Présentation détaillée

0 - PPI Fevrier 2025

	2025	2026	2027
<b>ADMINISTRATION GENERALE</b>			<b>1 892 045,00</b>
	Invest. 878 804,00	Invest. 638 241,00	Invest. 375 000,00
Archives	5 000,00		
	Invest. 5 000,00		
Autre réalisé 2022 & autres crédits reportés de 2022			
Cimetière			
Informatique		251 150,00	
	Invest. 151 150,00	Invest. 100 000,00	
Matériels fonctionnements services			1 228 654,00
	Invest. 528 654,00	Invest. 350 000,00	Invest. 350 000,00
Participation Meduane Habitat Projet Providence			50 000,00
		Invest. 25 000,00	Invest. 25 000,00
PFFS (2021 2026) : Reversement de 75% de la TA à MC		25 241,00	
	Invest. 12 000,00	Invest. 13 241,00	
Véhicules		332 000,00	
	Invest. 182 000,00	Invest. 150 000,00	



# 12 . PLAN PLURIANNUEL d'INVESTISSEMENT

## Présentation détaillée

0 - PPI Fevrier 2025

	2025	2026	2027
AMENAGEMENT	300 000,00		
	Invest. 300 000,00		
	Sub. 114 926,00		
Requalification quartier Pommier (en parallèle de l'école Curie)	300 000,00		
	Invest. 300 000,00		
	Sub. 114 926,00		
SOLDE TRX AMENAGEMENT 2022 dont Prieuré Berne & Bd A France			
DELTA ATERRISSAGE	377 388,00		
	Invest. 377 388,00		
RAR2024	3 627 674,95		
	Invest. 3 627 674,95		
	Sub. 1 508 743,58		
	Emp. 125,00		
VERSEMENT MAYENNE CO	0,01		
	Invest. 0,01		
	Sub. 1 070 915,00		

# 12 . PLAN PLURIANNUEL d'INVESTISSEMENT

## Présentation détaillée

	2025	2026	2027
<b>PATRIMOINE BATI</b>		<b>6 301 916,00</b>	
	Invest. 4 801 309,00 Sub. 1 325 000,00	Invest. 1 500 607,00 Sub. 368 269,00	
basilique et église	195 560,00 Invest. 195 560,00		
Locaux DDT	0,00		
Logement parc privé ville	200 550,00 Invest. 200 550,00		
Mise en sécurité de la tribune du stade			
Patrimoine_Entretien		2 086 000,00 Invest. 800 000,00	
Rénovation centre technique municipal	769 200,00 Invest. 769 200,00 Sub. 225 000,00		
rénovation Ecole Angellerie		1 125 406,00 Invest. 700 607,00 Sub. 368 269,00	
Rénovation Ecole P et M Curie	1 795 200,00 Invest. 1 795 200,00 Sub. 1 000 000,00		
Rénovation et restructuration école Jules Ferry		130 000,00 Invest. 130 000,00	

# 12 . PLAN PLURIANNUEL d'INVESTISSEMENT

## Présentation détaillée

	2025	2026	2027
STRATEGIE URBAINE		5 364 109,00	
	Invest. 2 127 500,00	Invest. 3 236 609,00	
Acquisitions foncières		60 000,00	
	Invest. 30 000,00	Invest. 30 000,00	
Aide aux façades		50 000,00	
	Invest. 30 000,00	Invest. 20 000,00	
Eaux Pluviales		341 491,00	
	Invest. 100 000,00	Invest. 241 491,00	
ECLAIRAGE PUBLIC		810 000,00	
	Invest. 510 000,00	Invest. 300 000,00	
Etude Roullois		0,00	
Mobilier urbain		70 000,00	
	Invest. 35 000,00	Invest. 35 000,00	
prog pluri annuel rénovation voirie		2 012 500,00	
	Invest. 1 012 500,00	Invest. 1 000 000,00	
Programme de démolition			
Reconquête Centre ville		630 000,00	
	Invest. 280 000,00	Invest. 350 000,00	
Renovation Bd Jean JAURES		1 130 118,00	
		Invest. 1 130 118,00	
Rénovation des sols aire de jeux + acquisition aire de jeux		260 000,00	
	Invest. 130 000,00	Invest. 130 000,00	
rénovation Mendès France			

# 13 . Focus sur les restes à réaliser 2024

- **RAR :**
  - Recettes : Total de **1 508 743,58€** (17 engagements)  
Dont Ecole marie Curie (813 600€), Travaux entrepris sur le boulevard Mendes France (241 258€), Réseau de chaleur urbain (122 596€), CTM (225 000€), et 10 engagements supérieurs à 50K€.
  - Dépenses : Total de **3 627 675,95€** (138 engagements)  
Dont Marché STPO aménagement des abords rue Lamartine (611 759,28€), TEM (1,1 M€), extension du jardin du souvenir (120 00€), camion benne 7T pour le service voirie (83 700€) , et 19 engagements supérieurs à 50K€

# 14 . Principales opérations d'investissement

Le programme d'investissement 2025 est la traduction des engagements politiques.

Zoom sur quelques éléments de ce programme d'investissement :

- La poursuite du schéma directeur de rénovations des écoles avec entre autres les travaux engagés sur l'Angellerie et la réflexion lancée sur Jules Ferry,
- La reconquête du centre ville qui comprend le recrutement d'une maîtrise d'oeuvre en réalisation, conception et restructuration du centre ville dont Clemenceau, Gambetta, Ilôt Gandais
- Un programme voirie ambitieux avec entre autres les rues de Normandie, Fauconnier, Point du jour, Volney ...
- La poursuite de la rénovation de notre éclairage public
- Quelques travaux autour de nos équipements sportifs pour accompagner les clubs (éclairage terrains, salle Fauque...)

Il est important de souligner également qu'une enveloppe spécifique est dédiée à l'entretien de notre patrimoine, et ce, afin de réaliser des travaux préventifs et réglementaires.

# FINANCEMENT DU PPI

# 15. ESTIMATION DE L'ENVELOPPE DISPONIBLE

		2024	2025	2026	2027
	<b>Recette de fonctionnement</b>	<b>22 870</b>	<b>20 610</b>	<b>22 727</b>	<b>24 561</b>
002	Excédent ou déficit de fonctionnement reporté	391	386	2 616	4 371
013	Atténuation de charges	201	191	191	191
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	417	373	373	373
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	2 069	2 579	2 579	2 579
73	Impôts et taxes	4 009	4 111	4 111	4 111
731	Fiscalité locale	8 147	8 244	8 631	8 709
74	Dotations et participations	3 300	3 224	3 224	3 224
75	Autres produits de gestion courante	4 069	987	987	987
77	Produits exceptionnels	264	501	1	1
78	Reprise sur amortissements et provisions	3	14	14	14
	<b>Dépense de fonctionnement</b>	<b>16 879</b>	<b>17 994</b>	<b>18 356</b>	<b>18 793</b>
002	Excédent ou déficit de fonctionnement reporté				
011	Charges à caractère général	4 299	4 699	4 793	4 888
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 066	9 597	9 842	10 161
014	Atténuation de produits	72	74	74	74
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 361	1 182	1 182	1 182
65	Autres charges de gestion courante	1 957	2 302	2 325	2 348
66	Charges financières	124	134	134	134
67	Charges exceptionnelles	1	1	1	1
68	Dotations aux amortissements et provisions		5	5	5
		<b>5 990</b>	<b>2 616</b>	<b>4 371</b>	<b>5 767</b>
	<b>Recette d'investissement</b>	<b>5 357</b>	<b>9 423</b>	<b>2 492</b>	<b>2 696</b>
001	Solde d'exécution reporté			1 291	1 494
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 361	1 182	1 182	1 182
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 134	5 753	20	20
13	Subventions d'investissement	862	2 489		
16	Emprunts et dettes assimilées	1			
	<b>Dépense d'investissement</b>	<b>8 494</b>	<b>8 133</b>	<b>998</b>	<b>808</b>
001	Solde d'exécution reporté	1 203	3 233		
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	417	373	373	373
10	Dotations, fonds divers et réserves				
16	Emprunts et dettes assimilées	943	900	625	435
20	Immobilisations incorporelles	135			
204	Subventions d'équipements versées	832			
21	Immobilisations corporelles	2 098			
23	Immobilisations en cours	2 865	3 628		
		<b>- 3 136</b>	<b>1 291</b>	<b>1 494</b>	<b>1 888</b>
	<b>Solde d'exécution de l'exercice</b>	<b>2 854</b>	<b>3 907</b>	<b>5 866</b>	<b>7 656</b>

# 15 . Enveloppe disponible

	2024	2025	2026	2027
Résultat de clôture	2 854	3 907	5 866	7 656
<b>Indicateurs dette - Situation initiale (RAR compris)</b>				
Remboursement du capital actuel	943	900	625	435
Charges financières actuelles	124	134	96	66
Encours de la dette fin d'exercice	3 263	2 363	1 738	1 303
Capacité de désendettement	0,5	0,8	0,6	0,5
<b>Indicateurs épargnes - Situation initiale (RAR compris)</b>				
Epargne Brute	5 958	2 790	2 815	2 456
Taux d'épargne brute	27%	14%	14%	12%
Epargne Nette	5 015	1 890	2 190	2 021
Taux d'épargne nette	23%	10%	11%	10%
Ratio financement bancaire / Total investissement	0,02%	0,00%	0,00%	0,00%

Sans nouveaux projets (hors RAR) et sur la base de la projection des recettes et dépenses sur l'inflation prévisionnelle, la ville dispose d'une enveloppe d'autofinancement de **7 656K€**

La capacité de désendettement serait portée à 0,5 an en 2027 et la CAF nette à 2 456 K€.

La ville dispose de ratios permettant de recourir à l'emprunt.

Le PPI actuel présenté par la ville représente une dépense totale de **17,9 M€** et 6,1M€ de recettes ( dont 4,3M€ de subventions et 2,8M€ de FCTVA). Soit un besoin de financement de près de 11,8M€. La ville pourra recourir à l'emprunt pour financer tout ou partie du PPI en complément de l'autofinancement.

Autres leviers possibles : hausse des taux de fiscalité (déjà opéré en 2023), réajustement des prix des services, optimisation des dépenses (dans la continuité des efforts réalisés en 2023 et 2024)...



# 16. Réalisation de la totalité du PPI

## hypothèses de soutenabilité

- **Caractéristiques des emprunts d'équilibre :**
  - Durée : 20 ans
  - Profil : échéances constantes
  - Périodicité : annuelle (impact en N+1)
  - Taux appliqué : 3,5%
- **Résultat de clôture :** imposé de 1M€ chaque année pour couvrir 1/12 des frais de personnel et les dépenses imprévues
- **Epargne nette positive :** l'épargne de la collectivité doit couvrir à minima le remboursement du capital de la dette
- **Résultats reportés :** l'excédent de fonctionnement sera amputé du résultat d'investissement si ce dernier est négatif (déficit d'investissement), le reste étant reporté en section de fonctionnement

# 16. Réalisation de la totalité du PPI

CODE	LIBELLÉ	2024	2025	2026	2027
☐	Recette de fonctionnement	22 869 695,56	20 613 938,16	20 115 126,13	20 198 189,95
☐	Dépense de fonctionnement	16 879 261,60	18 109 812,27	18 594 953,46	19 111 943,12
	<b>Résultat de fonctionnement</b>	<b>5 990 433,96</b>	<b>2 504 125,89</b>	<b>1 520 172,67</b>	<b>1 086 246,83</b>
☐	Recette d'investissement	5 357 390,58	8 399 607,42	5 726 274,45	3 852 672,55
☐	Dépense d'investissement	8 493 754,73	13 516 758,07	12 259 165,65	7 724 199,20
	<b>Résultat d'investissement</b>	<b>-3 136 364,15</b>	<b>-5 117 150,65</b>	<b>-6 532 891,20</b>	<b>-3 871 526,65</b>
	<b>Solde d'exécution de l'exercice</b>	<b>2 854 069,81</b>	<b>-2 613 024,76</b>	<b>-5 012 718,53</b>	<b>-2 785 279,82</b>
	Faisabilité	<b>oui</b>	<b>non</b>	<b>non</b>	<b>non</b>
	Encours de dette fin d'exercice	3 262 849,45	2 362 849,45	1 737 849,45	1 302 849,45
	Ratio Financement Bancaire /Total Investissement	0,01 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
	Capacité de désendettement	0,51	0,85	0,62	0,53
	Epargne brute	6 339 851,28	2 789 910,48	2 814 648,50	2 455 555,99
	Taux d'épargne brute	29,08 %	14,42 %	14,26 %	12,39 %
	Epargne nette	5 397 049,98	1 889 910,48	2 189 648,50	2 020 555,99
	Taux d'épargne nette	24,76 %	9,77 %	11,09 %	10,20 %

Sans recours à l'emprunt, la ville ne peut autofinancer la totalité du besoin d'investissement.

# 16. Réalisation de la totalité du PPI

	2024	2025	2026	2027
Résultat de clôture	2 854	1 000	1 000	2 811
<b>Indicateurs dette - Scenario 0 - Sans Fonds de concours</b>				
Remboursement du capital actuel	943	900	625	435
<i>Nouveau remboursement de capital</i>			146	217
Charges financières actuelles	124	134	134	134
<i>Nouvelles charges financières</i>			145	205
Encours de la dette fin d'exercice	3 263	6 501	7 588	6 936
<i>dont nouveaux emprunts</i>		4 139	1 858	
Capacité de désendettement	0,5	2,3	2,8	3,1
<b>Indicateurs épargnes - Scenario 0 - Sans Fonds de concours</b>				
Epargne Brute	6 340	2 790	2 670	2 251
Taux d'épargne brute	29%	14%	14%	11%
Epargne Nette	5 397	1 890	1 898	1 599
Taux d'épargne nette	25%	10%	10%	8%
Ratio financement bancaire / Total investissement	0,0%	43%	36%	0%

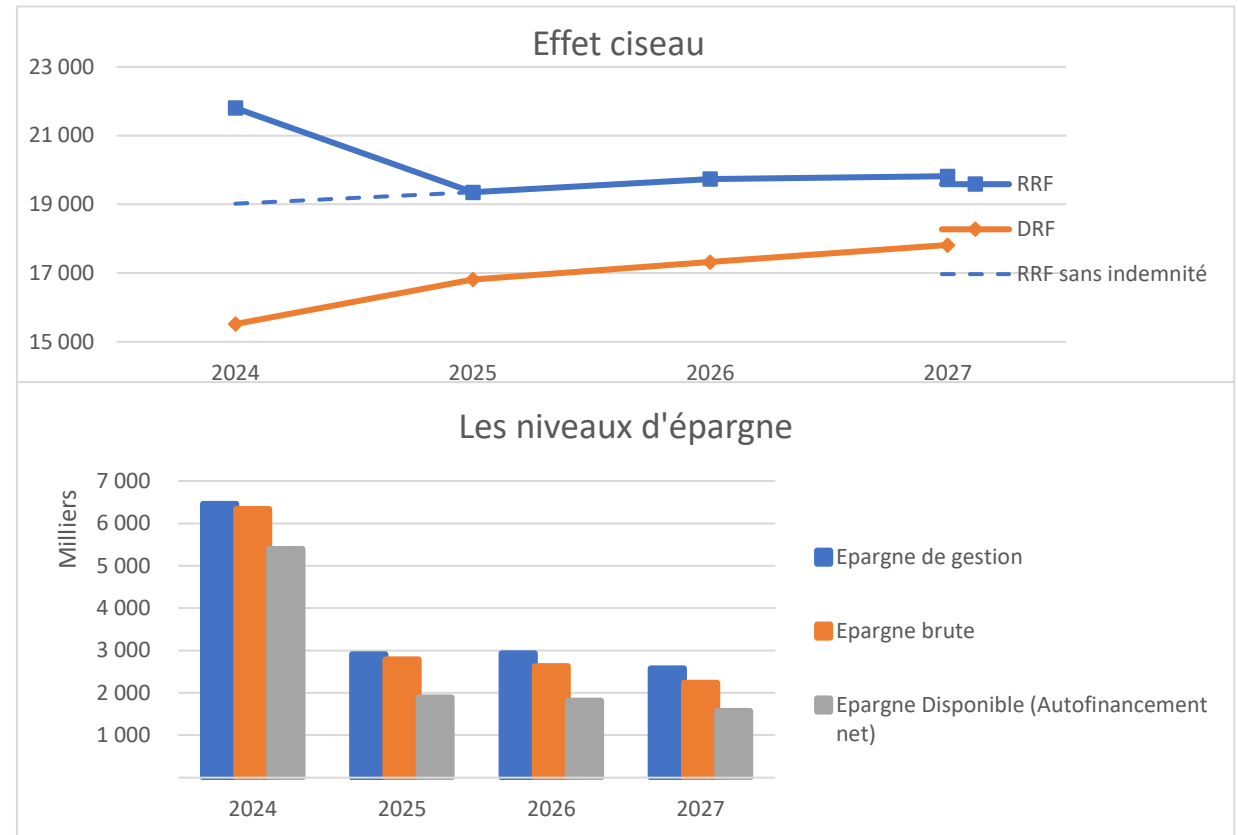
Le financement du besoin passe par le recours à 2 emprunts dont le total est estimé à 5 997K€ :

- 4 139K€ sur 20 ans à 3,5% en 2025
- 1 858K€ sur 20 ans à 3,5% en 2026

La capacité de désendettement reste inférieure à 4 ans en 2027 et l'épargne nette retombe à 1 599K€ en fin de période.  
 Les ratios se dégradent mécaniquement avec le recours à l'emprunt (taux d'épargne nette inférieur à 10%).  
 Les valeurs d'atterrissage mettront en difficulté la collectivité pour les prochaines années.

# 16. Réalisation de la totalité du PPI

		2024	2025	2026	2027
<b>Recette de fonctionnement</b>		<b>22 870</b>	<b>20 614</b>	<b>21 115</b>	<b>21 198</b>
002	Excédent ou déficit de fonctionnement reporté	391	386	1 000	1 000
013	Atténuation de charges	201	191	191	191
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	417	377	377	381
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	2 069	2 579	2 579	2 579
73	Impôts et taxes	4 009	4 111	4 111	4 111
731	Fiscalité locale	8 147	8 244	8 631	8 709
74	Dotations et participations	3 300	3 224	3 224	3 224
75	Autres produits de gestion courante	4 069	987	987	987
77	Produits exceptionnels	264	501	1	1
78	Reprises sur amortissements et provisions	3	14	14	14
<b>Dépense de fonctionnement</b>		<b>16 879</b>	<b>18 078</b>	<b>18 684</b>	<b>19 263</b>
002	Excédent ou déficit de fonctionnement reporté				
011	Charges à caractère général	4 299	4 699	4 793	4 888
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 066	9 597	9 842	10 161
014	Atténuation de produits	72	74	74	74
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 361	1 267	1 365	1 447
65	Autres charges de gestion courante	1 957	2 302	2 325	2 348
66	Charges financières	124	134	279	339
67	Charges exceptionnelles	1	1	1	1
68	Dotations		5	5	5
<b>Résultat de fonctionnement</b>		<b>5 990</b>	<b>2 535</b>	<b>2 431</b>	<b>1 935</b>
<b>Recette d'investissement</b>		<b>5 357</b>	<b>15 086</b>	<b>6 628</b>	<b>3 716</b>
001	Solde d'exécution reporté				
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 361	1 267	1 365	1 447
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 134	5 753	3 036	2 269
13	Subventions d'investissement	862	3 929	368	
16	Emprunts et dettes assimilées	1	4 139	1 858	
<b>Dépense d'investissement</b>		<b>8 494</b>	<b>16 622</b>	<b>8 059</b>	<b>2 839</b>
001	Solde d'exécution reporté	1 203	3 233	1 535	1 431
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	417	377	377	381
10	Dotations, fonds divers et réserves				
13	Subventions d'investissement				
16	Emprunts et dettes assimilées	943	900	771	652
20	Immobilisations incorporelles	135	814	714	
204	Subventions d'équipements versées	832	540	345	25
21	Immobilisations corporelles	2 098	4 776	3 517	350
23	Immobilisations en cours	2 865	5 983	800	
<b>Résultat d'investissement</b>		<b>- 3 136</b>	<b>- 1 535</b>	<b>- 1 431</b>	<b>876</b>
<b>Solde d'exécution de l'exercice</b>		<b>2 854</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>	<b>2 811</b>



Financement du PPI sur la période:

- 16% de FCTVA
- 19% de subventions
- 35% d'emprunt
- 30% d'autofinancement

# 17. COMPARATIF

## Restes à réaliser vs PPI total

	Enveloppe disponible	Financement de la totalité du PPI Scenario 0 : sans FDC
<b>Montant total des investissements</b>	<b>3 628</b>	<b>17 380</b>
dont RAR	3 628	3 628
<b>Financement des investissements</b>		
FCTVA	510	2 779
Emprunt		5 997
Subventions	1 509	3 317
Autofinancement	1 609	5 287
<b>CAF brute 2027</b>	<b>2 456</b>	<b>2 251</b>
<b>Taux d'épargne brute</b>	<b>12,4%</b>	<b>11,4%</b>
<b>CAF nette 2027</b>	<b>2 021</b>	<b>1 599</b>
<b>Taux d'épargne nette</b>	<b>10,2%</b>	<b>8,1%</b>
<b>Résultat de l'exercice 2027</b>	<b>7 656</b>	<b>2 811</b>
<b>Encours de la dette 2027</b>	<b>1 303</b>	<b>6 936</b>
<b>Capacité de désendettement 2027</b>	<b>0,5</b>	<b>3,1</b>

La collectivité affiche des ratios structurels tendus :

- Taux d'épargnes de moins de 10%
- Epargnes en diminution : alors que le niveau 2024 est à plus de 5M€ soit le montant des indemnités d'assurance
- Peu de marges de manœuvres en cas d'imprévus sur les dépenses de fonctionnement

Les efforts effectués sur les années précédentes doivent être maintenus (notamment sur le 011 et 012) dans un contexte incertain et dans lequel le coût des nouveaux emprunts a été multiplié par 4 depuis 2 ans. L'amélioration de la situation structurelle sur le long terme permettra d'augmenter le volume du PPI.

Si l'indemnité d'assurance venait à être partiellement reversée à Mayenne-Co, la situation de la ville n'en serait que plus tendue.

# 18. Opportunités

## Compte à terme / Emprunts à long terme

Le recours à l'emprunt long terme est plus coûteux que l'autofinancement.

En effet, un emprunt de 3M€ financé sur 20 ans en EC Annuelle au taux de 3,50% génère un coût total de 1 252K€.

Afin d'optimiser les frais, la ville pourrait placer les fonds issus de l'indemnité d'assurance avant la période du besoin de trésorerie.

Cette logique serait également appliquée dès que le CAT mis en place en 2024 arrive à échéance :

- Nouveau CAT pour 2,78 M€ sur une durée de 6 mois au taux de 2,46% (grille de février) : 35 K€
- Ouverture le 08/06 d'un CAT pour 950 K€ sur une durée de 3 mois au taux de 2,56% : 6 K€

La BCE devrait baisser ses taux directeurs au mois de mars conduisant ainsi à une baisse des taux de rémunération pour les CAT ouverts après le mois d'avril. Afin de maximiser le taux, l'idéal est de procéder à l'ouverture du CAT le plus rapidement possible.

# BUDGETS ANNEXES

# Les perspectives budgétaires des budgets annexes

- ❖ **Outre son budget principal, la Ville gère 4 budgets annexes : le budget des Pompes Funèbres, le budget du Crématorium, le budget de l'eau et l'assainissement et le budget du réseau de chaleur.**
- Les budgets des Pompes Funèbres et du crématorium :
  - Les crédits de dépenses en fonctionnement de ces deux budgets évolueront en 2025 au fil de l'eau, à l'exception d'une dépense de location de modulaires pendant la durée des travaux de rénovation/agrandissement des bureaux partagés qui se poursuivent.
  - Il n'a pas été décidé d'évolution tarifaire en 2025. Les niveaux des excédents dégagés par les 2 budgets ne le justifiant pas (808K€ pour les PF, et 2,35M€ pour le créma).
  - Les crédits d'investissement 2025 représentent des demandes à hauteur de 26 260 € pour le budget pompes funèbres (ordinateurs, matériels audio chambre et salons funéraires, révision des montants des travaux d'extension bureau et accueil des pompes funèbres...) et 72 510 € pour le budget crématorium (matériel informatique, mobilier, réfection de la couverture...).



# Les perspectives budgétaires des budgets annexes

## ➤ Le budget de l'eau et de l'assainissement :

- La section de fonctionnement sera dans la continuité de celle de 2024. En recette, les surtaxes sont inscrites à leurs niveaux de réalisé 2024 (227K€ pour l'eau et 305K€ pour l'assainissement).
- Après reprise des résultats excédentaires de 2024 (140K€) et des reports de crédits (333K€ en dépenses et 215K€ en recettes) la capacité à investir ressort pour 2024 à 607 094€ consacrée notamment à l'exécution des schémas directeurs.
- La perspective sur ce budget repose sur la poursuite de la réflexion du transfert des compétences eau et assainissement à Mayenne Communauté au 01/01/2026. Une séparation des deux budgets devrait dans le cas d'un transfert s'opérer d'ici cette date pour faciliter le transfert et vérifier l'équilibre de chaque budget ainsi scindé.

## ➤ Le budget du réseau de chaleur urbain **RCU** :

- Il a été créé par délibération lors du vote des budgets primitifs le 11 avril 2024. Ce budget est géré en nomenclature M4 des SPIC et est assujetti à TVA.
- Le budget d'investissement 2024 a supporté l'acquisition puis la cession au concessionnaire ENGIE SOLUTIONS de la chaufferie bois de l'hôpital pour 1 066 000€ HT.
- Concernant l'année 2025:
  - La section de fonctionnement devrait être dans la continuité de celle de 2024 en terme de dépenses. Concernant les recettes, outre les redevances attendues, une recette liée au remboursement des études réalisées de l'ordre de 85 350 € sera prévue au BP 2025.
  - La section investissement devrait prévoir un montant de crédits de l'ordre de 510 000 € permettant de financer les travaux liés au développement du réseau aux particuliers. Les travaux seront réalisés par ENGIE et la recherche d'emprunt sera nécessaire au financement de ces investissements.

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E		
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL		
Conseillers en exercice	33	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.	
Conseillers présents ou représentés	31		
Contre	0		
Pour	31		
Abstention	0		
Quorum	17		

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; Mme COLLET, M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

2 – Régie communale des pompes funèbres à autonomie financière – Pompes funèbres – Tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2025

M. TALOIS expose :

Suite à des erreurs dans les tarifs, Il est proposé au Conseil Municipal de fixer ainsi qu'il suit les tarifs à appliquer pour la régie des pompes funèbres à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2025 :

Nature des Prestations	TARIFS 2025		
	TTC en €	HT en €	TVA en €
TRANSPORT FUNERAIRE			
FOURGON			
Service funèbre comprenant le fourgon automobile du domicile (ou d'un autre point de la Ville) à un cimetière de Mayenne, y compris, s'il y a lieu, passage en un édifice culturel			
Classe unique (adultes et enfants)	87,00	79,09	7,91

Fourgon et chauffeur sans cérémonie	138,00	125,45	12,55
Fourgon et chauffeur seul avec cérémonie	175,00	159,09	15,91
La fourniture du fourgon est gratuite pour les indigents (adultes et enfants) de la Ville de MAYENNE			
<b>VOITURE DE DEUIL (pour Mayenne seulement)</b>			
Forfait voiture pour transport de fleurs et urnes	30,00	27,27	2,73
<b>TRANSPORT EN CERCUEILS</b>			
<i>de corps en cercueil en fourgon</i>			
prise en charge	43,00	39,09	3,91
par kilomètre parcouru (aller et retour)	1,30	1,18	0,12
heure d'attente ou service suppl.	25,00	22,73	2,27
Forfait déplacement hors commune < 30 Km	66,00	60,00	6,00
<b>PERSONNEL</b>			
Arrivée, transfert (ville ou extérieur), départ			
1 porteur	72,00	60,00	12,00
2 porteurs	110,00	91,67	18,33
3 porteurs	158,00	131,67	26,33
4 porteurs	199,00	165,83	33,17
6 porteurs	307,00	255,83	51,17
Domicile, église ou non, cimetière			
1 porteur	105,00	87,50	17,50
2 porteurs	172,00	143,33	28,67
3 porteurs	235,00	195,83	39,17
4 porteurs	297,00	247,50	49,50
6 porteurs	422,00	351,67	70,33
<b>MAITRE DE CEREMONIE</b>			
<i>pour un service funéraire complet :</i>			
Adulte	128,00	106,67	21,33
enfant de moins de 7 ans	100,00	83,33	16,67
pour arrivée, transfert, départ de corps	48,00	40,00	8,00
pour arrivée de corps au cimetière	57,00	47,50	9,50
<i>pour mise en bière :</i>			
Adulte	52,00	43,33	8,67
Enfant de moins de 7 ans	38,00	31,67	6,33
<i>pour inhumation, exhumation et réinhumation, dépositaire à fosse ou caveau</i>			
Adulte	54,00	45,00	9,00
enfant de moins de 7 ans	38,00	31,67	6,33
<b>MISE EN BIERE</b>			
enfant de moins de 7 ans (1 porteur)	44,00	36,67	7,33
Interv. spéciale Cercueil Zinc	63,00	52,50	10,50
Adulte - 1 porteur	45,00	37,50	7,50
Adulte - 2 porteurs	88,00	73,33	14,67
Adulte - 3 porteurs	130,00	108,33	21,67
Interv. spéciale Cercueil Zinc - 2 porteurs	127,50	106,25	21,25
Préparation, livraison cercueil (enfant ou adulte)	34,00	28,33	5,67
Mise en bière d'un mort-né et transport au cimetière	44,00	36,67	7,33
Inhumation dans l'ossuaire du cimetière d'un fœtus ou d'un membre amputé (apporté sur place)	11,00	9,17	1,83
Fourniture de sels antiseptiques	8,00	6,67	1,33
Plaque d'identification pour cimetière	25,00	20,83	4,17
<b>CERCUEILS</b>			
<b>CERCUEILS, CHENE 27 mm pour adultes</b>			
CERCUEILS DEMIE TOMBEAU MASSIF – REF 217	690,00	575,00	115,00
<b>93 CERUSE</b>	1 223,00	1 019,17	203,83
Parisien socle, ref 101, chêne clair	630,00	525,00	105,00
Tombeau acajou 28mm, liseré doré	1 786,00	1 488,33	297,67

<b>102 PYRO CHENE</b>	<b>709,00</b>	590,83	118,17
<b>110 PMA</b>	<b>655,00</b>	545,83	109,17
<b>217 CHENE BOURGOGNE</b>	<b>714,00</b>	595,00	119,00
<b>200 ALLIER CHENE</b>	<b>731,00</b>	609,17	121,83
<b>214 DAUPHINE</b>	<b>887,00</b>	739,17	147,83
<b>299 NOYE</b>	<b>1 323,00</b>	1 102,50	220,50
<b>107 TRIPLE DESSUS</b>	<b>771,00</b>	642,50	128,50
<b>ACAJOU</b>	<b>1 512,00</b>	1 260,00	252,00
<b>DIAMANT</b>	<b>1 235,00</b>	1 029,17	205,83
<b>212</b>	<b>725,00</b>	604,17	120,83
<b>201 TOMBEAU MASSIF BRETAGNE</b>	<b>1 008,00</b>	840,00	168,00
<b>SOCIAL</b>	<b>415,00</b>	345,83	69,17
<b>HORS COTE CHENE PARISIEN</b>	<b>793,00</b>	660,83	132,17
<b>CERCUEILS pour enfants</b>			
<b>CERCUEIL CHENE ENFANT 0,60</b>	<b>179,00</b>	149,17	29,83
<b>CERCUEIL CHENE ENFANT 0,80</b>	<b>179,00</b>	149,17	29,83
<b>CERCUEIL CHENE ENFANT 1,00</b>	<b>189,00</b>	157,50	31,50
<b>CERCUEIL CHENE ENFANT 1,20</b>	<b>201,00</b>	167,50	33,50
<b>CERCUEIL CHENE ENFANT 1,40</b>	<b>216,00</b>	180,00	36,00
<b>CERCUEIL ENFANT PIN 0,50</b>	<b>108,00</b>	90,00	18,00
<b>CERCUEIL POUR MORT NE VERNI OU BLANC</b>	<b>65,00</b>	54,17	10,83
<b>CERCUEILS SAPINS</b>			
<b>101 CERCUEIL PIN PARISIEN</b>	<b>457,00</b>	380,83	76,17
<b>200 ALLIER PIN</b>	<b>554,00</b>	461,67	92,33
<b>213 PIN</b>	<b>592,00</b>	493,33	98,67
<b>HORS COTE PIN</b>	<b>466,00</b>	388,33	77,67
<b>CERCUEILS ZINC</b>			
Zinc pour Parisien, adulte	<b>438,00</b>	365,00	73,00
Zinc pour demi-tombeau, adulte	<b>504,00</b>	420,00	84,00
<b>BOITES A RELIQUES (vis comprises)</b>			
Boîte sapin 18 mm mi- teinte (également pour mort-né 0,35 m)	<b>51,00</b>	42,50	8,50
Boîte sapin 18 mm mi- teinte (également pour mort-né 0,70 m)	<b>90,00</b>	75,00	15,00
Boîte sapin 18 mm mi-teinte en 1,00 m	<b>103,00</b>	85,83	17,17
Boîte sapin 18 mm mi-teinte en 1,20 m	<b>110,00</b>	91,67	18,33
Boîte sapin 18 mm mi-teinte en 1,40 m	<b>124,00</b>	103,33	20,67
<b>POIGNEES POUR CERCUEILS ADULTES ET ENFANTS</b>			
Poignée NI	<b>14,00</b>	11,67	2,33
Poignée Ange (petite)	<b>11,00</b>	9,17	1,83
Poignée Ange (grande)	<b>11,00</b>	9,17	1,83
Poignée azur	<b>34,00</b>	28,33	5,67
Poignées <b>bois</b>	<b>11,00</b>	9,17	1,83
Poignée demi lune laiton massif	<b>46,00</b>	38,33	7,67
Poignée demi lune zamack dorée	<b>37,00</b>	30,83	6,17
Poignées arc en ciel <b>laiton</b>	<b>34,00</b>	28,33	5,67
Poignée arc en ciel ARGENT	<b>34,00</b>	28,33	5,67
poignée <b>zamack</b> bicolore	<b>40,00</b>	33,33	6,67
<b>FOURNITURES</b>			
<b>GARNITURES POUR CERCUEILS ADULTES</b>		<b>1,02</b>	
CAPITON L'ARUM 250170	<b>94,00</b>	78,33	15,67
capiton ouatellose n°1 blanc	<b>41,00</b>	34,17	6,83
CAPITONS N°1 TAFFETAS	<b>49,00</b>	40,83	8,17
CAPITON BYBLOS LUXE TAFFETAS BLANC	<b>80,00</b>	66,67	13,33

CAPITON BRAGA HANOI COTON	95,00	79,17	15,83
CAPITON BRAGA BALGO COTON MIEL	95,00	79,17	15,83
CAPITON BYBLOS LUXE VOLANT	104,00	86,67	17,33
CAPITON MISTRAL	122,00	101,67	20,33
CAPITON BYBLOS LUXE SATIN	98,00	81,67	16,33
CAPITON BYBLOS ARUM OU FEUILLE	104,00	86,67	17,33
CAPITON BRAGA MONACO	198,00	165,00	33,00
CAPITON BRAGA ORCHIDEE	196,00	163,33	32,67
CAPITON BRAGA PIN	122,00	101,67	20,33
CAPITON BRAGA BALGO	135,00	112,50	22,50
CAPITON BRAGA LONDON	141,00	117,50	23,50
CAPITON BRAGA NATUREL	122,00	101,67	20,33
CAPITON HANOI LINO	137,00	114,17	22,83
CAPITON ENEVOS COTON BLANC ET MARINE	86,00	71,67	14,33
CAPITON EVENOS COTON ECRU ET CHOCOLAT	99,00	82,50	16,50
<b>GARNITURES POUR CERCUEILS ENFANTS</b>			
Taffetas enfant blanc pour cercueil de 0,60 m à 1 m	71,00	59,17	11,83
Taffetas enfant blanc pour cercueil de 1,20 m à 1,40 m	86,00	71,67	14,33
<b>DIVERS</b>			
Housse biodégradable	57,00	47,50	9,50
Housse exhumation	107,00	89,17	17,83
Cuvette Biodégradable	16,00	13,33	2,67
Appareil épurateur de gaz	94,00	78,33	15,67
Table réfrigérante	63,00	52,50	10,50
<b>CHRIST POUR CERCUEILS ADULTES ET ENFANTS</b>			
<b>NICKELE</b>	37,00	30,83	6,17
<b>VIEUX BRONZE</b>	46,00	38,33	7,67
Christ pour cercueils crémation BOIS	13,00	10,83	2,17
<b>CROIX</b>			
Croix Enfant argent	12,00	10,00	2,00
Croix vieux bronze	32,00	26,67	5,33
Croix Argent	29,00	24,17	4,83
<b>ROSE</b>			
Rose laiton	46,00	38,33	7,67
Rose Argent	27,00	22,50	4,50
Rose crémation	23,00	19,17	3,83
Rose zamack VB	25,00	20,83	4,17
EMBLEME FLORAL DORE	39,00	32,50	6,50
EMPLEME FLORAL ARGENTE	39,00	32,50	6,50
<b>CACHE-VIS</b>			
CACHE-VIS VIEUX BRONZE ou LAITON	2,90	2,42	0,48
Cache-VIS NICKELE TOLE	2,60	2,17	0,43
Cache-vis BOIS	2,90	2,42	0,48
Cache vis ARGENT	3,00	2,50	0,50
<b>ACCESSOIRES DIVERS</b>			
Coussin pour décorations	3,10	2,58	0,52
Boîte recueil de dons	44,00	36,67	7,33
Plaque d'identité gravée pour cercueils	40,00	33,33	6,67
Croix de remarque	47,00	39,17	7,83
Registre condoléances (décoré)	48,00	40,00	8,00
Cœur mémoria	24,00	20,00	4,00
<b>PRISE EN CHARGE, FORMALITES, ACCOMPAGNEMENT DE CORPS</b>			
Pour service complet à Mayenne, adulte ou enfant	85,00	70,83	14,17
Pour arrivée, transfert, départ de corps ou sce complet dans le dépt	85,00	70,83	14,17
Pour arrivée, transfert, départ de corps ou sce complet hors dépt	122,00	101,67	20,33

Démarches ou déclarations	55,00	45,83	9,17
<b>URNES</b>			
<b>URNES ET AUTRES</b>			
URNE ALUMINIUM UNIE	40,00	33,33	6,67
URNE MARBREE	52,00	43,33	8,67
URNE COEUR BATTANT	76,00	63,33	12,67
URNE RESINE LAQUEE GALA	90,00	75,00	15,00
URNE LYSEA	113,00	94,17	18,83
URNE FIBRE DE VERRE CALMA	97,00	80,83	16,17
URNE GRANIT CARREE	147,00	122,50	24,50
URNE TERRE CUITE OU GRES	120,00	100,00	20,00
URNE IMMERSION	162,00	135,00	27,00
URNE BIODEGRADABLE	60,00	50,00	10,00
URNE ENFANT	45,00	37,50	7,50
URNE CARTON POUR DISPERSION	27,00	22,50	4,50
CENDRIER 33L REF99VC2	11,00	9,17	1,83
PLAQUE IDENTITE POUR URNES	11,00	9,17	1,83
RELIQUAIRE	23,00	19,17	3,83

Les montants sont votés Hors Taxes, les tarifs TTC et les montants de TVA évolueront en fonction du taux de TVA applicable.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide ces tarifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS

Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET





<div>DEPARTEMENT DE LA MAYENNE</div>	<div>VILLE de M A Y E N N E</div>	
<div>ARRONDISSEMENT DE MAYENNE</div>	<div>EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL</div>	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.  
-----

3 - Finances – Délégation à M. le Maire de procéder à l'ouverture d'un compte à terme

M. TALOIS expose :

Vu le décret n°2004-628 du 28 juin 2004 portant application de l'article 116 de la loi de finances pour 2004 (n°2003-1311 du 30 décembre 2003) et relatif aux conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

Considérant, les articles L 1618-1 et L 1618-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui permettent de déroger à cette règle lorsque les fonds qui peuvent être placés proviennent de libéralités, de l'aliénation d'éléments du patrimoine comme des cessions immobilières, d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de recettes exceptionnelles dont la liste a été fixée par un décret en Conseil d'État du 28 juin 2004.

La loi offre donc au Trésor Public la possibilité de proposer aux collectivités territoriales, ainsi qu'à leurs établissements publics, la possibilité d'ouvrir des comptes à terme. Ce dernier fait partie de la restrictive liste des produits accessibles aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics. Le compte à terme est un produit simple et sans risque à taux fixe. Il vous est précisé que concernant les comptes à terme, les taux sont fixés et garantis pour la durée du contrat au début de chaque mois par l'Agence

France Trésor. Lors de la souscription, la collectivité connaîtra donc de manière certaine, sauf retrait anticipé, les intérêts qui lui seront versés à l'échéance.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :**


- **autorise Monsieur le Maire à procéder à l'ouverture d'un compte à terme, d'une durée de six mois, auprès du Trésor public pour un montant de 2 780 000 €. La provenance des fonds est la suivante : indemnité immédiate à valoir sur l'indemnité due par la compagnie Gan Assurances à la suite du sinistre Incendie Hall des expositions pour un montant de 2 781 047 €**
- **autorise Monsieur le Maire à effectuer toute opération relative à l'application de la présente décision.**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET





<div>           DEPARTEMENT DE LA MAYENNE         </div>	<div>           VILLE de M A Y E N N E         </div>	
<div>           ARRONDISSEMENT DE MAYENNE         </div>	<div>           EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL         </div>	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	29	
Abstention	2	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
 Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
 M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
 M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
 M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

-----

4 - Finances - Exercice 2025 - Subvention de fonctionnement à l'Association LES POSSIBLES – Avance sur subvention 2025

Mme LEFOULON expose :

Par délibération n°3 du 8 décembre 2022, une convention d'objectifs et de moyens avec l'Association Les Possibles relative à l'animation sociale pour les années 2023-2025 a été autorisée impliquant notamment le versement à l'association d'une subvention annuelle de 352 751,40 €, sous réserve de la confirmation par le Conseil Municipal à l'occasion du vote du budget.

Le vote du budget primitif 2025 interviendra le 3 avril prochain.

En ce début d'année 2025, l'association LES POSSIBLES devra faire face à des besoins de trésorerie. Il est proposé, afin de ne pas mettre en difficulté financière l'association, de lui verser une avance de 90 000 € en mars 2025.

Il est précisé que le montant définitif de la subvention 2025 sera déterminé avec l'adoption du budget 2025 conformément à la convention d'objectifs et de moyens précitée.

**Après délibération, le conseil municipal, à la majorité (M. TALOIS et Mme LEFOULON n'ayant pas pris part au vote), autorise le versement d'une avance totale de 90 000 € sur la subvention 2025 de l'association LES POSSIBLES.**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

5 - Finances – Contrat de prêt entre Méduane Habitat et la Caisse des dépôts – Demande de garantie

M. TALOIS expose :

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;  
Vu l'article 2305 du Code civil ;  
Vu le Contrat de Prêt N° 168408 en annexe signé entre : MEDUANE HABITAT ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

L'assemblée délibérante de COMMUNE DE MAYENNE accorde sa garantie à hauteur de 100,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 3259018,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 168408 constitué de 5 Ligne(s) du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 3259018,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

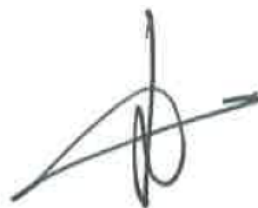
**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, accorde la garantie bancaire de la Ville sur le prêt n° 168408 contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour un montant de 3 259 018 euros, aux conditions sus visées.**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET



<div> <div>DEPARTEMENT DE LA MAYENNE</div> <div>ARRONDISSEMENT DE MAYENNE</div> </div>	<div> <div>VILLE de M A Y E N N E</div> <div>EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL</div> </div>
<div> <div>Conseillers en exercice</div> <div>33</div> </div> <div> <div>Conseillers présents ou représentés</div> <div>31</div> </div> <div> <div>Contre</div> <div>0</div> </div> <div> <div>Pour</div> <div>29</div> </div> <div> <div>Abstention</div> <div>2</div> </div> <div> <div>Quorum</div> <div>17</div> </div>	<div> <div>L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.</div> </div>

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjointes ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
 Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
 M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
 M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
 M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

-----

6 - Finances - Exercice 2025 – Classe découverte Ecole St Joseph - Subvention à l’Ogéc Vallée Don Bosco

M. TALOIS expose :

Une demande de participation nous est parvenue de l’école Sainte Anne Saint Joseph pour un séjour neige à Valmeinier du 6 au 11 janvier 2025.

- Le coût du séjour par enfant s’élevant à 460 euros, la participation de la ville est calculée comme suit :
- Si le quotient familial est inférieur à 425 € la ville participe à hauteur de 80% du coût du séjour (dans la limite d'un coût de séjour à 500€), soit dans ce cas précis pour 368 euros.
  - Si le quotient familial est supérieur à 999 €, il n'y a pas de participation de la ville.
  - Si le quotient familial se situe entre le plancher et le plafond, la ville participe de façon dégressive suivant la formule suivante :  

Coût du prix séjour – [(20 % du prix du séjour + (QF – 425)) X α\*]

α\* = prix du séjour – 20 % / (999-425)

Compte tenu des éléments fournis par les familles, le montant de notre participation globale est de 734.07 € à verser sur le compte de l’OGEC Don Bosco.

**Après délibération, le conseil municipal, à la majorité (M. MOTTAIS n'ayant pas pris part au vote), valide le montant de participation globale de 734,07 €.**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Conseillers présents ou représentés	31	
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

7 - Finances – budget crématorium - Exercice 2025 – Admission en non-valeur de produits communaux – Crématorium

M. TALOIS expose :

Monsieur le Comptable Public nous demande l'admission en non-valeurs des créances pour un total de 800.30 € HT, soit 960.36 € TTC sur le budget crématorium prélevé à l'article c/6541 - créances admises en non-valeur – sur l'exercice en cours.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise l'admission en non-valeur des créances ci-dessus au moyen de la liste nominative annexée pour un montant total de 800.30 € HT, soit 960.36 € TTC sur le budget 2025.**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET





DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Conseillers présents ou représentés	31	
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

8 - Finances – budget principal- Exercice 2025 – Admission en non-valeur de produits communaux – Cantine/Garderie/Repas adultes

M. TALOIS expose :

Monsieur le Comptable Public nous demande l'admission en non-valeurs des créances pour un total de 348.15 € sur le budget principal prélevé à l'article c/6541 - créances admises en non-valeur – sur l'exercice en cours.

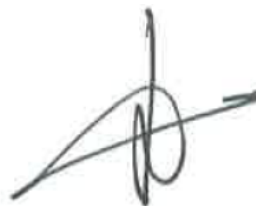
**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise l'admission en non-valeur des créances ci-dessus au moyen de la liste nominative annexée pour un montant total de 348.15 € sur le budget 2025.**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET



<div> <div>DEPARTEMENT DE LA MAYENNE</div> <div>ARRONDISSEMENT DE MAYENNE</div> </div>	<div> <div>VILLE de M A Y E N N E</div> <div>EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL</div> </div>
<div> <div>Conseillers en exercice</div> <div>33</div> </div> <div> <div>Conseillers présents ou représentés</div> <div>31</div> </div> <div> <div>Contre</div> <div>0</div> </div> <div> <div>Pour</div> <div>31</div> </div> <div> <div>Abstention</div> <div>0</div> </div> <div> <div>Quorum</div> <div>17</div> </div>	<div> <div>L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.</div> </div>

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

9 - Finances – Redevance d’occupation du domaine public gaz 2025

M. TALOIS expose :

Conformément aux articles L.2333-84 et L. 2333-86 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'au décret n°2007-606 du 25 avril 2007, GRDF comme tout concessionnaire est tenu de s'acquitter auprès de la commune de la redevance due au titre de l'occupation du domaine public par ses ouvrages de distribution de gaz naturel.

Le décret n°2007-606 du 25 avril 2007 a revalorisé le calcul de cette redevance basé sur la longueur de canalisations de gaz naturel situées sous le domaine public communal.

En outre l’occupation provisoire du domaine public par les chantiers de distribution de gaz naturel sur Mayenne donne lieu au paiement d’une redevance conformément au décret n°2015-334 du 25 mars 2015. Ces montants dus à la collectivité, doivent être fixés par délibération du Conseil Municipal.

Aussi, il vous est demandé de délibérer pour l'année 2025 sur ces deux redevances dues par GRDF :

**Redevance d'Occupation du Domaine Public Gaz (RODP) :**

Formule de calcul :  $(0,035 \times L + 100) \times CR$

L : longueur en mètre des canalisations de distribution de gaz naturel sous domaine public communal au 31 décembre de l'année précédente

CR : Coefficient de revalorisation de la ROPD = 1,42

**Soit pour MAYENNE, une RODP 2024 =  $(0,035 \times 88\,048 \text{ m} + 100) \times 1,42 = 4518 \text{ €}$**

**Redevance d'Occupation provisoire du domaine public pour les chantiers de distribution de gaz naturel (ROPDP):**

Formule de calcul :  $0,35 \times L \times CR$  L : longueur de canalisation (m)

CR : Coefficient de revalorisation = 1,21

**Soit pour MAYENNE, une RODP provisoire de =  $(0,7 \times 173 \text{ m} \times 1,21) = 147 \text{ €}$**

***Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, fixe le montant global de la redevance à percevoir de la part de GRDF au titre de la redevance d'occupation du domaine public 2025 à 4 665 €.***

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

10 - Convention CAP Formation – Locaux Gambetta

M. TALOIS expose :

Une convention liait jusqu'à présent la ville de Mayenne à l'association Agitato Formation aujourd'hui devenue CAP FORMATION concernant la location d'espaces de travail situés aux 44 places Gambetta. 387,94 m² sont ainsi à destination d'activités de formation et 411,35 m² correspondent à l'utilisation de 49,9 % des parties communes de l'ensemble du bâtiment d'une surface totale de 1 600 m².

La convention conclue pour les années 2022 à 2024 portait sur un loyer d'un montant annuel de 24 000 € HT. Concernant la période couvrant les années 2025, 2026 et 2027, la convention sera réévaluée en tenant compte de l'indice de référence des loyers.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :**

- valide le projet de nouvelle convention entre la ville de Mayenne et CAP Formation pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025,
- applique dans ce cadre un loyer annuel d'un montant de 24 200 € HT qui sera réévalué, au cours de la convention, en tenant compte de l'indice de références des loyers,
- autorise Monsieur le Maire de Mayenne à signer ladite convention et tout document afférent à ce dossier.

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET



<div> <div> DEPARTEMENT DE LA MAYENNE </div> <div> ARRONDISSEMENT DE MAYENNE </div> </div>	<div> <div>VILLE de M A Y E N N E</div> <div>EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL</div> </div>
<div> <div>Conseillers en exercice</div> <div>33</div> </div> <div> <div>Conseillers présents ou représentés</div> <div>31</div> </div> <div> <div>Contre</div> <div>0</div> </div> <div> <div>Pour</div> <div>31</div> </div> <div> <div>Abstention</div> <div>0</div> </div> <div> <div>Quorum</div> <div>17</div> </div>	<div> <div>L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.</div> </div>

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

-----

11 - MODIFICATION Statuts et Intérêt communautaire de Mayenne Communauté

M. LE SCORNET expose :

Lors du conseil communautaire du 21 décembre 2023, il a été débattu et validé une nouvelle étape dans la coopération intercommunale, plan stratégique 2023-2026.

Dans un souci constant de rééquilibrage territorial ; à l'exemple du pôle culturel et jeunesse de Lassay ou bien encore le centre de santé de Martigné ; et forte de cette ambition, Mayenne Communauté doit jouer un rôle pivot. La collectivité accompagne les communes financièrement via le pacte financier et fiscal (enveloppe fonds concours classique à 3 millions à laquelle vient s'ajouter un fonds de concours thématique).

- L'EPCI se met également aux services de ses communes par :
- l'action portée par le conseiller en économie partagé
  - les permanences urbanismes organisées au sein des communes

- le travail engagé avec les secrétaires de mairie sur la mise en œuvre d'une politique d'achat à l'échelle de notre territoire.

Mayenne Communauté entend également s'engager sur une mutualisation efficiente :

- le recrutement d'une secrétaire de mairie
- le recrutement d'un agent technique
- le recrutement d'un travailleur social pour accompagner les communes dans la gestion des situations sociales particulières.

Afin de répondre à ces objectifs, Mayenne Communauté doit s'appuyer sur des compétences solides et stratégiques. Certaines décisions communautaires se confrontent régulièrement à une difficulté d'appréciation de l'intérêt communautaire, qu'il s'agisse de la gestion d'un équipement public, d'une subvention à une association ou encore d'une demande d'aide spécifique pour une manifestation. L'intérêt communautaire, c'est le moyen de laisser aux communes les actions de proximité et de transférer à l'intercommunalité des missions qui, par leur coût, leur technicité, leur ampleur ou leur caractère structurant, s'inscrivent dans une logique intercommunale.

C'est pourquoi, il vous est proposé de réviser et compléter nos statuts et l'intérêt communautaire comme proposé ci-après.

Vu le code général des collectivités et notamment son article L. 5214-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015 M334 du 18 novembre 2015 portant sur la création de la communauté de Communes Mayenne Communauté ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-M-053 du 14 octobre 2019 portant constitution de Mayenne Communauté modifié ;

Vu la délibération n°53 du 20 juin 2019 portant sur la modification des statuts de Mayenne Communauté

Vu l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2021 portant constitution de Mayenne Communauté modifié ;

Vu la délibération du 16 septembre relative à la détermination de l'intérêt communautaire prise en application du CGCT (L.5214-26)

Vu la délibération N°1 du 2 décembre 2021 portant sur la prise de compétence centre de santé

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2022 portant constitution de Mayenne Communauté modifié

Vu la délibération du 1<sup>er</sup> février 2024 du conseil communautaire de Mayenne Communauté portant modification des statuts de Mayenne Communauté

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mai 2024 portant constitution de Mayenne Communauté modifié

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des collectivités territoriales « permettant aux EPCI à fiscalité propre d'aider l'une de leurs communes-membres à assumer une charge, souvent des charges de centralité, qui n'ont pas été mutualisées au niveau communautaire ou qui, sans être communautaire, intéressent plusieurs communes membres, justifiant une intervention de l'EPCI ».

Considérant la validation du document stratégique « Mayenne Communauté : une nouvelle étape dans la coopération intercommunale » lors du conseil communautaire du 21 décembre 2023

Considérant la volonté de la communauté de communes de construire une politique cohérente et structurée des pratiques sportives en souhaitant porter la construction de 4 terrains synthétiques

Considérant la volonté de Mayenne Communauté de faire évoluer la compétence supplémentaire « petite enfance - jeunesse »

Considérant la nécessité de mettre à jour la compétence supplémentaire « culture » au regard de l'adoption du projet culturel de territoire et de l'étude sur le spectacle vivant

Considérant la volonté de Mayenne Communauté de s'engager fortement dans des actions en faveur de l'inclusion et du sport d'handicap

*Il vous est proposé de modifier et compléter les statuts et l'intérêt communautaire comme défini ci-après :*

#### Compétences supplémentaires



**4° : Participation à une convention France Services** et définition des obligations de service Public y afférentes en application de l'article [27-2](#) de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. (Il s'agit d'une actualisation)

**5° Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire :**

- La construction, l'aménagement (exception faite de l'éclairage public, des voiries et des vestiaires), l'entretien et la gestion des terrains de football synthétiques
- Actions autour du sport et du handicap

**7° De réviser et compléter la compétence culturelle :**

- Conception, pilotage et animation d'un projet culturel de territoire et coordination d'actions à l'échelle du territoire intercommunale
- Conception, pilotage et animation d'une politique Education artistique et culturelle (EAC)
- Opération "Croq' les mots, Marmot !" en convention de partenariat avec d'autres EPCI
- Le réseau des bibliothèques et médiathèques :
  - La médiathèque centrale du « Grand Nord » à Mayenne
  - La médiathèque du Pôle culture et jeunesse « Jardin boréal » à Lassay-les-Châteaux
  - Les bibliothèques de proximité réparties sur le territoire
- Le conservatoire à rayonnement intercommunal musique, danse et théâtre intégrant :
  - Le site du Grand Nord à Mayenne
  - Le site du Pôle culture et jeunesse « Jardin Boréal » à Lassay-Les-Châteaux
- Spectacle vivant et art contemporain
  - une saison professionnelle spectacle vivant pluridisciplinaire
  - une saison professionnelle art contemporain et une école d'arts plastiques articulées autour de l'action culturelle et de l'EAC et d'une action en faveur de la création et de la présence artistique sur le territoire
- Equipements
  - Le Théâtre (3 place Juhel-Mayenne)
  - La Chapelle des calvairiennes (21 rue Guyard de la Fosse-Mayenne)
- Equipement d'exploitation cinématographique
  - Le cinéma : Le Vox à Mayenne
- Equipements patrimoniaux
  - Le musée du Château de Mayenne
  - Participation au Pays d'Art et d'Histoire
- Les subventions aux associations culturelles et patrimoniales

**8° Petite enfance jeunesse :**

- la coordination et/ou l'animation petite Enfance, enfance, jeunesse et l'évaluation des contrats de partenariat avec la CAF, la MSA et l'État
- Petite Enfance :
  - Recenser les besoins pour les moins de 3 ans et les modes d'accueil disponibles
  - Informer et accompagner les familles et les assistantes maternelles
  - Planifier, après recensement, le développement des modes d'accueil

- Soutenir la qualité des modes d'accueil
- Gestion de lieux d'accueils de jeunes enfants communautaires : micro- crèches, lieux d'accompagnement à la parentalité, relais petite enfance. (à l'exclusion de la crèche de la commune de Mayenne)
- Relais Petite Enfance
- Subvention à la micro crèche Aid' à Dom à Mayenne

- Jeunesse :

- La création et la gestion de lieux d'accueil jeunesse dans le cadre des ALSH jeunes
  - Local jeune de Mayenne dénommé La Gare
  - Local jeune de Lassay les châteaux jusqu'à l'ouverture du Pôle culture et jeunesse « Jardin Boréal » à Lassay-Les-Châteaux

Afin de pouvoir procéder aux modifications proposées, il est rappelé que la modification des statuts requiert la majorité qualifiée, soit les 2/3 des conseils municipaux représentant la moitié de la population ou l'inverse. Après délibération à la majorité simple du conseil communautaire sur une proposition de modification des statuts, les communes ont 3 mois pour se prononcer à compter de la date de notification. La décision du conseil municipal est réputée favorable si elle n'intervient pas dans ce délai.

Il sera proposé aux communes de prendre une délibération globale où elles se prononceront point par point comme énoncé ci-dessous :

- Point n°1 : « France services »
- Point n°2 : Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire :
- Point n°3 : Compétence culturelle
- Point n°4 : **Petite enfance jeunesse**

Les communes devront délibérer et transmettre leurs décisions dans les délais requis de manière à ce que l'arrêté préfectoral portant modification des statuts de Mayenne Communauté puisse être pris.

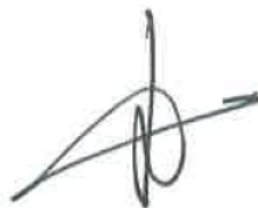
**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide :**

- **Le point n°1 : « France services »**
- **Le point n°2 : Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire**
- **Le point n°3 : Compétence culturelle**
- **Le point n°4 : Petite enfance jeunesse**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS

Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET




COMPÉTENCES	INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE
<b>I. – COMPÉTENCES OBLIGATOIRES</b>	
1° Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaboration d'un plan climat air énergie territorial (PCAET) et suivi des actions ;</li> <li>- Actions collectives ayant pour objectif la connaissance, la préservation du paysage et de l'environnement (faune, flore, milieux aquatiques) : plan bocager, zones humides, trames vertes, bleues, noires... ;</li> <li>- Dans le cadre de la mise en place d'une filière bois sur le territoire : l'équipement de stockage de bois et la participation au capital de la SCIC MBE (Mayenne bois énergie) ;</li> <li>- Subventions aux associations et partenaires agissant dans ce domaine ;</li> <li>- Des zones d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à créer pour mettre en œuvre les compétences de Mayenne Communauté et comprenant au moins 5 000 logements par ZAC ;</li> <li>- Les voies d'accès, giratoire et/ou carrefour pour la desserte des équipements intercommunaux ;</li> <li>- La participation au contournement de la Ville de Mayenne ;</li> <li>- La participation au développement des réseaux et des usages notamment par voie d'adhésion à des organismes dédiés.</li> </ul>
2° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article <a href="#">L. 4251-17</a> ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) Office de Tourisme ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La stratégie en matière de développement du commerce ;</li> <li>- La définition des opérations d'aménagement commercial ;</li> <li>- L'observatoire du commerce ;</li> <li>- Des aides possibles à l'implantation, à la création et/ou au développement d'activités commerciales : <ul style="list-style-type: none"> <li>o l'aide aux communes pour monter des opérations de maintien du dernier commerce et trouver des repreneurs ;</li> <li>o aide à l'immobilier d'entreprises ;</li> </ul> </li> <li>- Des actions d'animation en partenariat avec la commune concernée.</li> </ul>
3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article <a href="#">L. 211-7</a> du code de l'environnement ;	
4° Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;	

COMPÉTENCES	INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE
5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.	
<b>II. – COMPÉTENCES SUPPLÉMENTAIRES</b>	
1° Politique du logement et du cadre de vie ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Programme Local de l'Habitat (PLH) ;</li> <li>- Les aides directes aux communes ou aux bailleurs publics pour encourager les programmes de logements prévus dans le cadre du PLH ;</li> <li>- La participation à des opérations collectives proposées par l'État, le Département ou la Région en faveur du logement en matière d'insalubrité, d'accessibilité et de l'économie d'énergie tel que OPAH, OPAH-RU, PIG, PLH et tout dispositif ;</li> <li>- L'assistance pour le montage des dossiers communaux en matière d'habitat social ;</li> <li>- Le soutien aux organismes et associations œuvrant dans le domaine de l'habitat et d'énergie et dont l'objet exclusif concerne l'information des usagers sur le logement.</li> </ul>
1° bis En matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Et subventions aux associations et partenaires agissant dans ce domaine.</li> </ul>
2° Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article <a href="#">L. 2224-8</a> : <b>Assainissement non collectif</b> (assainissement collectif à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026) ;	
3° Eau (à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026) ;	
4° : Participation à une convention France Services et définition des obligations de service Public y afférentes en application de l'article <a href="#">27-2</a> de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.	
5° Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements aquatiques d'intérêt communautaire.</li> <li>- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements d'athlétismes d'intérêt communautaire</li> <li>- La construction, l'aménagement (exception faite de l'éclairage public, des voiries et des vestiaires), l'entretien et la gestion des terrains de football synthétiques</li> <li>- Actions autour du sport et du handicap</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le centre aquatique intercommunal de Mayenne Communauté</li> <li>- La Halle d'athlétisme (Parc des sports, Mayenne)</li> <li>- La piste d'athlétisme (Parc des sports, Mayenne)</li> <li>- Terrains synthétiques aménagés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025</li> </ul>
6° Santé publique : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Contrat Local de Santé ;</li> <li>- La construction du Pôle pluridisciplinaire de santé de Mayenne ;</li> <li>- La maison de santé de Lassay-les-Châteaux</li> <li>- Création, gestion ou participation à un centre de santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maison des adolescents ;</li> <li>- Subvention et tout conventionnement avec les associations et partenaires agissant sur la politique de santé publique et de prévention sur le territoire ;</li> <li>- Études portant sur la démographie médicale sur le territoire.</li> </ul>

COMPÉTENCES	INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE
<p>7° Culture :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conception, pilotage et animation d'un projet culturel de territoire et coordination d'actions à l'échelle du territoire intercommunale</li> <li>- Conception, pilotage et animation d'une politique Education artistique et culturelle (EAC)</li> <li>- « Opération "Croq' les mots, Marmot !" en convention de partenariat avec d'autres EPCI</li> <li>- Le réseau des bibliothèques et médiathèques : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La médiathèque centrale du « Grand Nord » à Mayenne</li> <li>• La médiathèque du Pôle culture et jeunesse « Jardin boréal » à Lassay-les-Châteaux</li> <li>• Les bibliothèques de proximité réparties sur le territoire</li> </ul> </li> <li>- Le conservatoire à rayonnement intercommunal musique, danse et théâtre intégrant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le site du Grand Nord à Mayenne</li> <li>• Le site du Pôle culture et jeunesse « Jardin Boréal » à Lassay-Les-Châteaux</li> </ul> </li> <li>- Spectacle vivant et art contemporain <ul style="list-style-type: none"> <li>• une saison professionnelle spectacle vivant pluridisciplinaire</li> <li>• une saison professionnelle art contemporain et une école d'arts plastiques articulées autour de l'action culturelle et de l'EAC et d'une action en faveur de la création et de la présence artistique sur le territoire</li> </ul> </li> <li>- Equipements <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Théâtre (3 place Juhel-Mayenne)</li> <li>• La Chapelle des calvairiennes (21 rue Guyard de la Fosse-Mayenne)</li> </ul> </li> <li>- Equipement d'exploitation cinématographique <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le cinéma : Le Vox à Mayenne</li> </ul> </li> <li>- Equipements patrimoniaux <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le musée du Château de Mayenne</li> <li>• Participation au Pays d'Art et d'Histoire</li> </ul> </li> <li>- Les subventions aux associations culturelles et patrimoniales</li> </ul>	
<p>8° Petite Enfance-jeunesse</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la coordination et/ou l'animation petite Enfance, enfance, jeunesse et l'évaluation des contrats de partenariat avec la CAF, la MSA et l'État</li> <li>- Petite Enfance : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recenser les besoins pour les moins de 3 ans et les modes d'accueil disponibles</li> <li>• Informer et accompagner les familles et les assistantes maternelles</li> <li>• Planifier, après recensement, le développement des modes d'accueil</li> <li>• Soutenir la qualité des modes d'accueil</li> </ul> </li> </ul>	

COMPÉTENCES	INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion de lieux d'accueils de jeunes enfants communautaires : micro- crèches, lieux d'accompagnement à la parentalité, relais petite enfance. (à l'exclusion de la crèche de la commune de Mayenne)</li> <li>• Relais Petite Enfance</li> <li>• Subvention à la micro crèche Aid' à Dom à Mayenne</li> </ul> <p>- Jeunesse :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La gestion des ALSH accueils de loisirs à l'attention des jeunes de la fin de l'école élémentaire jusqu'aux 18 ans sur les temps périscolaire et extra-scolaire</li> <li>• La création et la gestion de lieux d'accueil jeunesse dans le cadre des ALSH jeunes <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Local jeune de Mayenne dénommé La gare</li> <li>○ Local jeune de Lassay les châteaux jusqu'à l'ouverture du Pôle culture et jeunesse « Jardin Boréal » à Lassay-Les-Châteaux</li> </ul> </li> </ul>	<p>- Info jeunes</p>
<p>9° Gestion d'équipements publics de proximité</p> <p>Gestion d'équipements et opérations en vue de l'attractivité des bassins de vie ruraux de proximité reconnus au sens de la définition de l'INSEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Gendarmerie de Lassay-les-Châteaux</li> <li>- La Gendarmerie du Ribay</li> </ul>	
<p>10° Service d'incendie et de secours</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions en relation avec le SDIS 53 conformément aux textes en vigueur (loi 2007-811 du 13/08/2004 et dispositions réglementaires) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Recouvrement du contingent d'incendie ;</li> <li>○ Mise en œuvre de moyens opérationnels selon conventionnement avec le SDIS</li> </ul> </li> </ul>	
<p>11° Autorité Organisatrice de la Mobilité à compter du 1er juillet 2021 en référence à la Loi d'Orientation des Mobilités du 24 décembre 2019</p>	
<p>12° : Action sociale d'intérêt communautaire</p>	<p>Sont reconnues d'intérêt communautaire : subvention de fonctionnement et mise à disposition de locaux</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Epicerie sociale de Mayenne portée par l'association Mayennaise d'insertion,</li> <li>• Epicerie sociale de Lassay portée par l'Association Sociale Intercommunale</li> <li>• Restos du cœur de Mayenne</li> <li>• La Croix rouge</li> </ul>
<p>13° : Construction, aménagement, entretien et la gestion des équipements économiques d'intérêt communautaire</p>	<p>Sont reconnus d'intérêt communautaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Hall des expositions (367 rue Volney, Mayenne)</li> <li>• La maison des alternants (9 rue de Grinhard, Mayenne)</li> </ul>

## Annexe 1

**STATUTS DE MAYENNE COMMUNAUTE**  
(version adoptée au conseil communautaire du 27 février 2025)

**Article 1<sup>er</sup>** : La Communauté de communes est composée des communes suivantes :

Alexain  
Aron  
Belgeard  
La Bazoge-Montpinçon  
Champéon  
La Chapelle-au-Riboul  
Charchigné  
Commer  
Contest  
Grazay  
La Haie-Traversaine  
Hardanges  
Le Horps  
Le Housseau-Brétignolles  
Jublains  
Lassay-les-Châteaux  
Marcillé-la-Ville  
Martigné-sur-Mayenne  
Mayenne  
Montreuil-Poulay  
Moulay  
Parigné-sur-Braye  
Placé  
Rennes-en-Grenouilles  
Le Ribay  
Sacé  
Saint-Baudelle  
Saint-Fraimbault-de-Prières  
Saint-Georges-Buttavent  
Saint-Germain-d'Anxure  
Saint-Julien-du-Terroux  
Sainte-Marie-du-Bois  
Thubœuf

La communauté prend le nom de MAYENNE COMMUNAUTE.

**Article 2** : La communauté de communes Mayenne Communauté est créée pour une durée illimitée.

**Article 3** : Le siège de Mayenne Communauté est fixé au 10, rue de Verdun à Mayenne.

**Article 4** : Le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire de Mayenne Communauté sont fixés par l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 fixant la composition du conseil communautaire de la communauté de communes « Mayenne Communauté ».

**Article 5 :** Les compétences de Mayenne Communauté sont modifiées. Les nouveaux statuts sont rédigés comme suit :

## **I. – COMPÉTENCES OBLIGATOIRES**

1° Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;

2° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) Office de Tourisme

3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

4° Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

## **II. – COMPÉTENCES SUPPLÉMENTAIRES**

1° Politique du logement et du cadre de vie ;

1° bis En matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

2° Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 : Assainissement non collectif (assainissement collectif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026) ;

3° Eau (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026) ;

4 : Participation à une convention France Services et définition des obligations de service Public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.



#### 5° Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire :

- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements aquatiques d'intérêt communautaire
- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements d'athlétismes d'intérêt communautaire
- La construction, l'aménagement (exception faite de l'éclairage public, des voiries et des vestiaires), l'entretien et la gestion des terrains de football synthétiques
- Actions autour du sport et du handicap

#### 6° Santé publique :

- Le Contrat Local de Santé
- La construction du Pôle pluridisciplinaire de santé de Mayenne
- La maison de santé de Lassay-les-Châteaux
- Création, gestion ou participation à un centre de santé

#### 7° Culture :

- Conception, pilotage et animation d'un projet culturel de territoire et coordination d'actions à l'échelle du territoire intercommunale

- Conception, pilotage et animation d'une politique Education artistique et culturelle (EAC)

- « Opération "Croq' les mots, Marmot !" en convention de partenariat avec d'autres EPCI

- Le réseau des bibliothèques et médiathèques :

- La médiathèque centrale du « Grand Nord » à Mayenne
- La médiathèque du Pôle culture et jeunesse « Jardin boréal » à Lassay-les-Châteaux
- Les bibliothèques de proximité réparties sur le territoire

- Le conservatoire à rayonnement intercommunal musique, danse et théâtre intégrant :

- Le site du Grand Nord à Mayenne
- Le site du Pôle culture et jeunesse « Jardin Boréal » à Lassay-Les-Châteaux

- Spectacle vivant et art contemporain

- une saison professionnelle spectacle vivant pluridisciplinaire
- une saison professionnelle art contemporain et une école d'arts plastiques articulées autour de l'action culturelle et de l'EAC et d'une action en faveur de la création et de la présence artistique sur le territoire

- Equipements

- Le Théâtre (3 place Juhel-Mayenne)
- La Chapelle des calvairiennes (21 rue Guyard de la Fosse-Mayenne)

- Equipement d'exploitation cinématographique

- Le cinéma : Le Vox à Mayenne

- Equipements patrimoniaux

- Le musée du Château de Mayenne
- Participation au Pays d'Art et d'Histoire
- Les subventions aux associations culturelles et patrimoniales

#### 8° Petite Enfance - jeunesse

- la coordination et/ou l'animation petite Enfance, enfance, jeunesse et l'évaluation des contrats de partenariat avec la CAF, la MSA et l'État

##### - Petite Enfance :

- Recenser les besoins pour les moins de 3 ans et les modes d'accueil disponibles
- Informer et accompagner les familles et les assistantes maternelles
- Planifier, après recensement, le développement des modes d'accueil
- Soutenir la qualité des modes d'accueil
- Gestion de lieux d'accueils de jeunes enfants communautaires : micro- crèches, lieux d'accompagnement à la parentalité, relais petite enfance. (à l'exclusion de la crèche de la commune de Mayenne)
- Relais Petite Enfance
- Subvention à la micro crèche Aid'à Dom à Mayenne

##### - Jeunesse :

- La gestion des ALSH accueils de loisirs à l'attention des jeunes de la fin de l'école élémentaire jusqu'aux 18 ans sur les temps périscolaire et extra-scolaire
- La création et la gestion de lieux d'accueil jeunesse dans le cadre des ALSH jeunes
  - Local jeune de Mayenne dénommé La gare
  - Local jeune de Lassay les châteaux jusqu'à l'ouverture du Pôle culture et jeunesse « Jardin Boréal » à Lassay-Les-Châteaux

#### 9° Gestion d'équipements publics de proximité

Gestion d'équipements et opérations en vue de l'attractivité des bassins de vie ruraux de proximité reconnus au sens de la définition de l'INSEE :

- La Gendarmerie de Lassay-les-Châteaux
- La Gendarmerie du Ribay

#### 10° Service d'incendie et de secours+

- Actions en relation avec le SDIS 53 conformément aux textes en vigueur (loi 2007-811 du 13/08/2004 et dispositions réglementaires) :
  - Recouvrement du contingent d'incendie
  - Mise en œuvre de moyens opérationnels selon conventionnement avec le SDIS

#### 11° Autorité Organisatrice de la Mobilité à compter du 1er juillet 2021 en référence à la Loi d'Orientation des Mobilités du 24 décembre 2019

#### 12° : Action sociale d'intérêt communautaire

13° : construction, aménagement, entretien et la gestion des équipements économiques d'intérêt communautaire

**Article 6 :** Les recettes de Mayenne Communauté comprennent :

- Les ressources fiscales composées des taxes additionnelles sur les taxes foncières, taxe d'habitation et la cotisation foncière des entreprises (article 1609 nonies C du code général des impôts) et la DGF ;
- Le produit des taxes, redevances et contributions aux services assurés ;
- Le revenu des biens, meubles et immeubles, de la communauté de communes ;
- Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des personnes morales et physiques, en échange d'un service rendu ;
- Les subventions de l'Europe, de l'État, de la Région, du Département et des communes ;
- Le produit des dons et legs ;
- Le produit des emprunts.

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERALT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

12 - Marchés publics – Rénovation et agrandissement des bureaux du crématorium et des pompes funèbres (24TRA09) – Lot n°6 : Cloisons sèches/isolation/plafonds - Avenant n°2- Autorisation de signature

Mme FOURNIER expose :

Par marché notifié le 12/07/2024 et dans le cadre de l'opération de rénovation et d'agrandissement des bureaux du crématorium et des pompes funèbres, la Ville de Mayenne a confié à la société LALANDE le lot n°6 : Cloisons sèches – isolation - plafonds pour un montant total de 34 062.40 € HT.

Un premier avenant concernant la mise en place d'un local technique avait été conclu pour une plus-value de 3 597.00 € HT (délibération du 28 novembre 2024), portant le montant du marché à 37 659.40 € HT.

Aujourd'hui, des prestations en plus-value sur le local d'archives ainsi que sur le local ménage justifient un deuxième avenant à hauteur de + 2 377.40 € HT.

Cette modification du marché entraîne une nouvelle plus-value de 2 377.40 € HT, soit une augmentation totale (tous avenants cumulé) de +17.54% par rapport au montant initial du marché qui atteint alors un montant modifié à 40 036.80 € HT.

La Commission MAPA de la Ville de Mayenne, réunie le 4 février dernier, a donné un avis favorable et unanime concernant la signature de cet avenant.


***Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.***

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

13 - Marchés publics – Prestation de services en assurances (lots n°2 et 3) – Groupement de commandes (17SER24) – Appel d'offres – Avenant de changement de titulaire- Autorisation de signature

Mme FOURNIER expose :

Par marché notifié le 28 décembre 2017, Mayenne Communauté (coordonnateur du groupement de commandes conclu entre elle-même, le CCAS et la Ville de Mayenne) a confié à la Compagnie GAN Assurances représentée par M. Bruno JUBIN, Directeur d'agence de Mayenne Notre Dame, les contrats d'assurances concernant les dommages aux biens (lot n°2) ainsi que la flotte automobile et les risques annexes (lot n°3 comprenant les sous contrats spécifiques liés à la scène mobile et aux bris de machines) pour une durée de neuf années, soit du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2026. Chacune des collectivités membres de ce groupement de commandes est titulaire de ses propres contrats conclus avec la Compagnie GAN Assurances.

Or, suite au départ à la retraite de M. Bruno JUBIN au 31 décembre 2024, la gestion des portefeuilles de l'agence d'assurances GAN - Mayenne Notre-Dame a été confiée temporairement (en l'attente de la

nomination du successeur) à l'EURL Paris Centre Picardie Assurances représentée par M. Jérôme MOUSSET, également gérant GAN Assurances.

L'avenant proposé et fondé sur l'article R. 2194-6 du Code de la Commande Publique a donc pour objet de substituer un nouveau titulaire au titulaire initial, étant entendu qu'il n'y a aucune autre modification aux contrats en cours et que le nouveau titulaire remplit les mêmes conditions que le titulaire initial.

La Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Mayenne, réunie le 4 mars dernier, a donné un avis favorable et unanime concernant la signature de cet avenant.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant du marché n° 17SER24 intitulé « Prestation de services en assurances » ci-dessus présenté avec GAN Assurances, titulaire des lots 2 et 3 du marché précité.**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET



<div>DEPARTEMENT DE LA MAYENNE</div>	<div>VILLE de M A Y E N N E</div>	
<div>ARRONDISSEMENT DE MAYENNE</div>	<div> <div>EXTRAIT du REGISTRE</div> <div>des DELIBERATIONS</div> <div>du CONSEIL MUNICIPAL</div> </div>	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
 Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
 Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
 M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
 M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
 M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

14 - Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Marché de maintenance préventive et corrective des ascenseurs, plateforme PMR et monte-charges (25SER13)

Mme FOURNIER expose :

Les parcs immobiliers de Mayenne Communauté, de la Ville de Mayenne et du CCAS de Mayenne (Centre Communal d’Action Sociale) disposent d’ascenseurs, de plateformes PMR et de monte-charges dont l’exploitation exige une maintenance complète.

Ces trois entités ayant pour projet de lancer une consultation afin d’assurer cette prestation de services, il est donc proposé de constituer un groupement de commandes.

L’objectif de ce groupement de commandes est de désigner un seul prestataire pour répondre à ces besoins similaires afin d’obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique. Il est établi conformément aux articles L. 2113-6 et 2113-7 du Code de la commande publique.



Cette procédure, numérotée 25SER13 et intitulée « Maintenance préventive et corrective des ascenseurs, plateformes PMR et monte-charges », aboutira à un marché pour chaque entité membre du groupement. Au regard du montant estimé des prestations attendues, la procédure choisie pour le choix du ou des titulaires est une procédure adaptée ouverte, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordonnateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité.

Le choix du titulaire sera proposé par la commission MAPA de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour proposer un titulaire sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par le service référent de l'achat.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :**

- **approuve l'adhésion de la Ville de Mayenne au groupement de commandes concernant la prestation de maintenance complète des ascenseurs, plateformes PMR et monte-charges;**
- **autorise Mme Dominique FOURNIER, première adjointe, à signer la convention de groupement de commandes liée à cette consultation et fournie en annexe ;**
- **autorise Monsieur le Maire ou son délégataire compétent à signer et exécuter les commandes issues de cet accord cadre et concernant la Ville de Mayenne avec l'attributaire retenu, ainsi que les pièces s'y rapportant.**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET



<div>           DEPARTEMENT DE LA MAYENNE         </div>	<div>           VILLE de M A Y E N N E         </div>	
<div>           ARRONDISSEMENT DE MAYENNE         </div>	<div>           EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL         </div>	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

15 - Mise à disposition des équipements sportifs pour les lycées – Modification des tarifs – Signature des conventions

M. REBOURS expose :

Par délibération en date du 25 septembre 1997, le Conseil Municipal avait autorisé la signature de conventions avec les collèges et les lycées pour la mise à disposition d'installations sportives et avait entériné les participations établies par ces deux collectivités.

Le Conseil Régional vient de nous informer du montant des dotations applicables pour l'année 2025 et de la nécessité de signer avec les lycées les conventions d'utilisation des équipements sportifs pour l'année 2024.

Les nouveaux tarifs horaires applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 sont les suivants :

- Grande salle – tarif de base ..... 10,51€/heure  
 (plateau d'évolution de dimension supérieure ou égale à 40 m x 20 m)

- supplément pour chauffage (toute l'année) ..... 2,92 € /heure
- supplément pour gardiennage ..... 7,31 € /heure

Est gardiennée une installation couverte disposant d'un accueil permanent et d'un personnel d'entretien permanent

- Petite salle ou salle spécialisée ..... 6,35€ /heure
- Installations extérieures ou de plein air ..... 12,21 €/heure  
(ceci concerne toutes les activités en extérieur)
- Installations spéciales ..... 28,08 €/heure  
(après accord de la commission permanente du Conseil Régional)

Il est précisé que ces tarifs seront également applicables pour la convention signée entre la Ville de Mayenne, l'Association Mayennaise de Badminton et le LEP Léonard de Vinci pour la mise à disposition de sa salle pour les activités du club de badminton.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :**

- **entérine ces nouveaux tarifs,**
- **autorise Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes.**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS

Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET





<div> <div> DEPARTEMENT DE LA MAYENNE </div> <div> ARRONDISSEMENT DE MAYENNE </div> </div>	<div> <div>VILLE de M A Y E N N E</div> <div>EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL</div> </div>
<div> <div>Conseillers en exercice</div> <div>33</div> </div> <div> <div>Conseillers présents ou représentés</div> <div>31</div> </div> <div> <div>Contre</div> <div>0</div> </div> <div> <div>Pour</div> <div>31</div> </div> <div> <div>Abstention</div> <div>0</div> </div> <div> <div>Quorum</div> <div>17</div> </div>	<div> <div>L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.</div> </div>

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

-----

16 – Changement de noms des écoles

M. PAILLASSE expose :

En septembre 2025, les écoles Pierre et Marie Curie, Louise Michel et Jacques Prévert fusionneront pour se réunir dans les locaux de l'école élémentaire Pierre et Marie Curie qui est en cours de rénovation et d'agrandissement pour accueillir à la fois des élèves de maternelle et d'élémentaire. A la demande de familles des écoles Jacques Prévert et de Louise Michel et aussi pour redonner une autre image à cette école, il a été proposé de renommer cette école.

Le code de l'éducation prévoit que « la dénomination ou le changement de dénomination des établissements publics locaux est de la compétence de la collectivité territoriale de rattachement », soit la commune pour les écoles maternelles et élémentaires.

L'école de l'Angellerie est la seule école de la Ville qui est dénommée par le nom du quartier où elle est située. Cette école accueille, depuis septembre 2023, les élèves qui étaient scolarisés à l'école Charles Perrault et là aussi, redonner un nouveau nom à cet établissement fait sens.

Les conseils d'école de tous les établissements concernés ont été sollicités en juin 2024 afin de demander aux équipes pédagogiques de proposer entre 3 et 5 noms de femmes décédées depuis au moins 5 ans et dont le nom n'a pas été attribué sur un site de la ville (rue, bâtiment, rond-point...) pour ne pas entraver le travail des secours. Les équipes avaient jusqu'au premier conseil d'école de l'année scolaire 2024-2025 pour communiquer la liste des femmes retenues classée par ordre de préférence.

Suite aux premiers échanges, les noms suivants seront proposés au prochain conseil municipal :

#### ***Pour l'école de l'Angellerie***

---

##### **Anne SYLVESTRE (1934-2020)**

Autrice, compositrice interprète. Artiste féministe et engagée. Des chansons pour enfants avec les « Fabulettes » aux textes pour les adultes autour des questions sociétales (viol, avortement, misère, sans abri,...). Quelques titres : « les gens qui doutent », « Clémence en vacances », « une sorcière comme les autres »  
Seules 4 écoles portent ce nom en France



#### ***Pour la nouvelle école***

---

##### **Rosa PARKS (1913-2005)**

Femme noire qui incarne la lutte de la ségrégation raciale militante de la lutte pour les droits civiques.

Lien avec le fait que l'école soit une école bilingue

Facile à prononcer pour les enfants

25 établissements scolaires portent ce nom en France (dont 11 collèges et lycées)




***Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide les noms de ces écoles.***

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	31	L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h.
Contre	0	
Pour	31	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

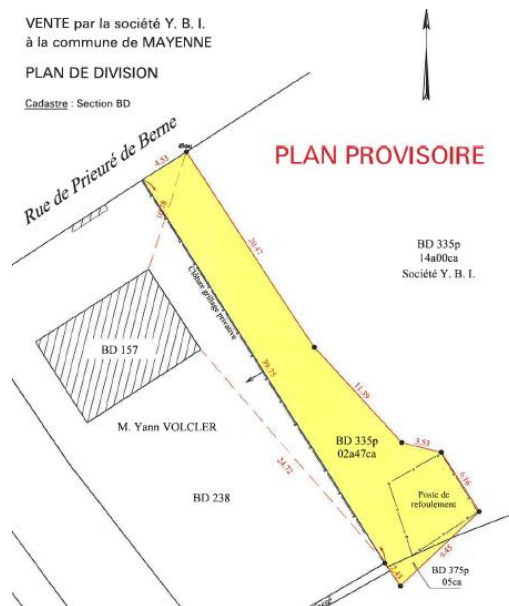
M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

17 - FONCIER : Achat de terrain à la SCI YBI pour l'implantation d'un poste de refoulement et d'une voie d'accès – réseau d'assainissement

M. MARIOTON expose :

La ville de Mayenne, a dû procéder à la réhabilitation du réseau d'assainissement collectif entre l'impasse de la Ronceraie et la Rue St Jean de Berne.  
Ces travaux consistaient en la pose d'un poste de refoulement, afin de dévier le réseau qui passait sous le bâtiment de l'ancienne cidrerie et de la réhabilitation sans tranchée d'une partie du réseau en amont à proximité du ruisseau.  
La construction de cette installation de refoulement devait se faire sur une parcelle appartenant à la SCI YBI dont le référent est l'entreprise FIMADIS et cadastrée BD 335 et BD 375, rue du Prieuré de Berne au bout de la parcelle de l'ancienne cidrerie.



Les propriétaires ont donné leur accord et signé une convention d'occupation pour permettre la réalisation des travaux. Il convient désormais de procéder au transfert de propriété des m<sup>2</sup> nécessaires à ce poste et à sa voie d'accès.

Le géomètre a effectué le bornage de cet espace qui est défini à la surface suivante :

- 247 m<sup>2</sup> sur l'ex parcelle BD 335 devenue désormais BD 414
- 5 m<sup>2</sup> sur l'ex parcelle BD 375 devenue désormais BD 417

Le propriétaire nous a fait une proposition de cession au prix de 20 € le m<sup>2</sup> ce qui paraît correspondre au prix pratiqué au regard de la nature et au classement du terrain. Il convient donc de régulariser ce transfert de propriété.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :**

- valide l'achat à la SCI YBI des 252 m<sup>2</sup> prélevés sur l'emprise de l'ancienne cidrerie située rue du Prieuré de Berne sur les parcelles cadastrées BD 335 et BD 375
- fixe le prix d'achat à 5 000 €
- accepte que la ville de Mayenne prenne à sa charge les frais de bornage et les frais de notaire
- confie à Me Pilleux – Notaire à Mayenne – la rédaction des actes correspondants
- inscrit ces dépenses au Budget Annexe Eau-Assainissement.

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS

Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET



<div> <div> DEPARTEMENT DE LA MAYENNE </div> <div> ARRONDISSEMENT DE MAYENNE </div> </div>	<div> <div>VILLE de M A Y E N N E</div> <div> EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL </div> </div>
<div> <div>Conseillers en exercice</div> <div>33</div> </div> <div> <div>Conseillers présents ou représentés</div> <div>31</div> </div> <div> <div>Contre</div> <div>0</div> </div> <div> <div>Pour</div> <div>31</div> </div> <div> <div>Abstention</div> <div>0</div> </div> <div> <div>Quorum</div> <div>17</div> </div>	<div> L'an deux mille vingt-cinq, le 7 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 13 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 19 h. </div>

Séance du 13 mars 2025

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN, Mmes DEGUARA, ROMAGNE, M. MOTTAIS, Mmes JONES, ANGOT, MM. BREHIN, CHOUZY conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme DESBOIS  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à M. MARIOTON  
Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU  
M. CREUSIER donne pouvoir à Mme SAULNIER  
M. TRIDON donne pouvoir à M. BREHIN  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MOTTAIS

M. BAILLAU, Mme ROUYERE.

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

-----

18 - HABITAT : Désignation des élus référents pour l’élaboration du Programme Local de l’Habitat

Mme RONDEAU expose :

La démarche d’élaboration du nouveau Programme Local de l’Habitat (PLH) de MAYENNE COMMUNAUTE est en cours depuis le début de l’année 2025.

Qu’est-ce un PLH ?

Le Programme Local de l’Habitat est un document stratégique et opérationnel de programmation de la politique de l’habitat établi au niveau local (intercommunal). Il vise à répondre aux besoins des habitants en matière de logement. Les orientations et actions sont définies pour une période de 6 ans à compter de son approbation, et englobe toutes les thématiques de l’habitat. Il est obligatoire pour les EPCI de plus de 30 000 habitants, comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants.

Quels sont les objectifs du Programme Local de l’Habitat ?



- Répondre aux besoins en logement et à leur évolution dans le temps.
- Répondre aux besoins en hébergement des différents publics, notamment ceux aux besoins spécifiques.
- Favoriser la mixité sociale et générationnelle.
- Favoriser le renouvellement urbain et améliorer le parc de logements existants
- Améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées.

### **Qui élabore le PLH ?**

Il est co-construit par l'ensemble des élus et les acteurs de l'habitat du territoire.

Chaque commune a intérêt à participer au travail d'élaboration du PLH. En effet, les enjeux sont les suivants :

- Partage et prise en compte des attentes de la commune et mise en exergue des problématiques spécifiques pour leur intégration dans la programmation
- Participation à la définition des objectifs quantitatifs de production de logements
- Les communes doivent délibérer pour émettre un avis sur le projet. Pour que cette étape finale soit la plus facile possible pour toutes les parties prenantes, il est utile que les points faisant l'objet de discussion aient été abordés en amont, pendant la phase de travail.
- Au final, l'objectif est que chaque commune « se retrouve » dans le PLH, dans les objectifs visés et dans les actions mises en œuvre. Pour cela, il est essentiel que chaque commune participe activement aux travaux du PLH, en particulier en participant aux différentes réunions

(1 réunion de travail et une réunion de validation en comité de pilotage par phase, soit 6 réunions sur la durée du PLH prévue sur un an).

### **Quelles sont les étapes de son élaboration ?**

#### **Le PLH est élaboré en 4 phases :**

##### 1<sup>ère</sup> phase : diagnostic et enjeux

- o Diagnostic quantitatif et qualitatif sur l'ensemble du territoire
- o Evaluation du PLH qui s'achève
- o Attentes des élus et des acteurs
- o Mettre en évidence et formaliser les enjeux

##### 2<sup>ème</sup> phase : orientations stratégiques

Fonder les principes de la nouvelle politique locale de l'habitat :

→ Phase de débat à partir de plusieurs scénarios « habitat » possibles : choix d'un scénario et traduction en orientations et en objectifs quantitatifs et qualitatifs

**Les objectifs de production de logement sont déclinés par commune et par typologie de logements :** production de logement social notamment.

##### 3<sup>ème</sup> phase : programme d'actions

- Programme d'actions territorial : territorialisation de la production de logements,
- Programme d'actions thématique : boîte à outils et moyens à mobiliser

##### 4<sup>ème</sup> phase : instruction du projet

Le projet sera soumis au vote des élus de Mayenne Communauté en Conseil Communautaire, puis à l'avis de chaque commune membre. L'Etat devra ensuite émettre un avis sur le projet, avant approbation définitive et mise en œuvre du programme.

**Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, désigne :**

- **Clémence Rondeau et son suppléant Jean-Pierre Le Scornet**
- **Yves Paillasse et son suppléant Jean-Marie Marioton**

A Mayenne, le 13 mars 2025

La secrétaire de séance  
Jeanne LEBOURDAIS



Le Maire,  
Jean-Pierre LE SCORNET

